



Savoir-faire

MARCHÉ INTERNATIONAL DE RUNGIS
rapport annuel **2010**

La **qualité**
passe par





L'essentiel

- 02 Le message des Présidents
- 04 Chiffres clés
- 06 Les temps forts 2010

Stratégie et développement durable

- 12 Investissements
- 16 Maintenance
- 18 International
- 20 Marketing et communication

Nos métiers

- 26 L'année des entreprises
- 28 Les fruits et les légumes
- 32 Les produits carnés
- 36 Les produits de la mer et d'eau douce
- 40 Les produits laitiers et traiteur
- 44 L'horticulture et la décoration
- 48 L'œil d'Alain Goulard

Le message des Présidents

Rungis s'enracine dans la valorisation des productions agricoles.

Marc Spielrein

Président de la SEMMARIS

La relance d'une politique publique en faveur de l'alimentation constitue-t-elle une bonne nouvelle pour Rungis ?

Oui, et nous nous inscrivons pleinement dans les axes ambitieux proposés par le Programme National pour l'Alimentation. De nombreuses actions engagées sur le Marché y répondent d'ailleurs déjà : contribution à la distribution de fruits frais dans les collèges du Val-de-Marne, accueil d'un atelier d'insertion avec l'ANDES, construction du Carreau des producteurs, accompagnement de nos opérateurs à l'exportation... De plus, en étudiant les liens qu'entretient Rungis avec son amont, nous pouvons constater que nombre d'opérateurs du Marché ne se cantonnent pas à un simple rôle de commerçant ; ils s'enracinent aussi largement dans la valorisation de la production agricole. Enfin, j'observe un mouvement pour mieux faire connaître l'origine française des produits, voire leur origine régionale, francilienne par exemple, puisque nous nous trouvons au cœur de la région Île-de-France. Tout cela peut contribuer à la nécessaire reconquête de compétitivité

de la production agricole. À cet égard, l'inscription du repas gastronomique des Français au patrimoine immatériel de l'Unesco ne peut que renforcer la cohérence de ces actions.

D'autres événements de la vie publique ont concerné Rungis en 2010...

Bien sûr, nous pouvons évoquer l'initiative parlementaire sur les périmètres de protection qui a suscité un débat animé ; elle nous a permis de voir renouveler les soutiens dont les marchés de gros peuvent bénéficier pour démontrer leur pertinence économique. Citons également le décret sur la contractualisation en matière de fruits et légumes ou de produits laitiers. Nous appelons de nos vœux une évolution de ce dispositif, fondée sur des travaux interprofessionnels, pour adapter ces règles de la première mise en marché à la diversité des transactions réelles sur le terrain. Enfin, dans le cadre du projet du Grand Paris, nous nous réjouissons qu'une station soit prévue à la Porte de Thiais dans le schéma du Métro automatique qui desservira Orly, en interconnexion avec le tramway

et le TVM. Cela facilitera grandement, à terme, les conditions d'accès au Marché, notamment pour ses salariés.

Quels sont les faits marquants de l'activité de la SEMMARIS en 2010 ?

Notre politique d'amélioration de l'accueil des acheteurs a démarré et va être poursuivie. Notre stratégie internationale, marquée par la constitution de notre co-entreprise en Chine et la signature d'un nouveau contrat en Inde, consolide nos savoir-faire. En 2010 également, nous avons poursuivi notre politique d'investissement à niveau très élevé, près de quarante millions d'euros : la zone Euro-Delta est maintenant achevée, représentant 45 000 m² bâtis en huit ans. Nous maintenons nos efforts au long cours en faveur du développement durable. À ce titre, nous avons bien progressé en matière de gestion des déchets et de propreté du site. Et nous avons préparé, bien sûr, l'ouverture du nouveau pavillon de la volaille, événement majeur pour le développement et l'attractivité du Marché.



De gauche à droite :
Christian Pépineau
Marc Spielrein

Christian Pépineau

Président d'Unigros

2010 a-t-elle été une bonne année pour les entreprises du Marché de Rungis ?

Le début de l'année a été marqué par le prolongement de la crise, à laquelle sont venues s'ajouter les intempéries de fin d'année, ainsi que des perturbations sociales dans les dépôts de carburants. Cela a globalement impacté le résultat des entreprises, même si cela s'est produit de façon variable suivant les cas. En outre, les produits laitiers ont eu à subir les incidences de la hausse des matières premières. En fruits et légumes, après un début d'année difficile, le marché a amorcé un retour à la normale à partir du printemps. Il a repris un mouvement positif, tant en termes de consommation que de prix, ce qui permet d'envisager un retour à la croissance en 2011. Et les autres secteurs ont connu un certain regain, notamment celui de la volaille, ce qui est de très bon augure pour l'ouverture du nouveau pavillon.

Quel regard portez-vous sur les évolutions réglementaires pour encadrer le commerce alimentaire ?

La réorganisation des filières est au cœur des débats. Elle est nécessaire pour permettre au produit «France» de retrouver sa compétitivité. On peut toutefois s'interroger sur les conséquences des mesures engagées sur la contractualisation. Les solutions ne peuvent pas rester d'ordre strictement réglementaire. Dans un marché mondial, elles doivent résulter d'un dialogue constructif avec la production. Ainsi, comment prévoir à trois ans des conditions de productions fortement tributaires des aléas des récoltes et du climat ?

Où en est le projet Nutripole ?

Il est en bonne voie. L'association vient de naître sous l'impulsion de la SEMMARIS et de la Chambre de Commerce et d'Industrie, avec bien d'autres parties prenantes comme le Cervia (le Centre Régional de Valorisation et d'Innovation

Agricole et Alimentaire de Paris-Île-de-France), AgroParisTech, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ou le Conseil général. Sans oublier les entreprises dont l'expérience et les projets constitueront le socle de ses travaux. Il s'agit de remettre le consommateur des métropoles au cœur de la réflexion sur la distribution alimentaire. Ses attentes et ses contraintes sont nouvelles : restauration hors domicile, familles recomposées ou monoparentales, pour n'en citer que quelques-unes. Nous voulons inverser l'approche habituelle en partant d'elles.

Comment 2011 s'annonce-t-elle pour les opérateurs du MIN ?

Il est trop tôt pour se risquer à un pronostic. Mais je remarque l'arrivée de jeunes entreprises à Rungis ; cela ne peut que contribuer à dynamiser le Marché. Pour l'essentiel, les opérateurs sont en ordre de marche pour mettre en place les conditions favorables à cette reprise tant attendue.

Les chiffres clés

Programme d'investissement de la SEMMARIS

39,6 millions d'euros

Arrivages sur le Marché physique

1 429 740 tonnes
de produits alimentaires
soit - 2,2 % par rapport à 2009

Chiffre d'affaires
des entreprises du Marché
(en millions d'euros)



5 301 Grossistes
2 119 Autres activités

7 420 M€
chiffre d'affaires 2009
+ 3,4 %
estimation de la variation 2010/2009

Chiffre d'affaires
des grossistes sur le Marché
(en millions d'euros)



2 317 Fruits et légumes
871 Produits laitiers, produits traiteur,
alimentation générale
1 329 Produits carnés
587 Produits de la mer et d'eau douce
197 Horticulture et décoration

5 301 M€
chiffre d'affaires 2009
+ 3,2 %
estimation de la variation 2010/2009

Effectifs employés
sur le Marché



3 376 Fruits et légumes
1 571 Produits laitiers, produits
traiteur, alimentation générale
1 496 Produits carnés
836 Produits de la mer et d'eau
douce
460 Horticulture et décoration
3 968 Autres activités

11 707 employés
au 31/12/2009
+ 0,4 %
estimation de la variation 2010/2009

Nombre d'entreprises
sur le Marché



339 Fruits et légumes
123 Produits laitiers, produits
traiteur, alimentation générale
91 Produits carnés
48 Produits de la mer et d'eau
douce
167 Horticulture et décoration
425 Autres activités

1 193 entreprises
au 31/12/2009

Nouveaux acheteurs

3 623 créations de cartes

soit - 8,9 % par rapport à 2009

Fréquentation globale du Marché

6 621 564 entrées

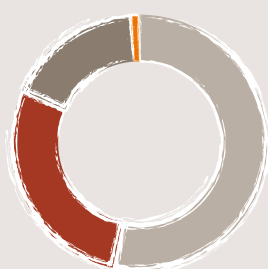
soit + 0,5 % par rapport à 2009

Occupation des surfaces louables

958 766 M² de locaux

soit 93,74 % de taux d'occupation

Chiffre d'affaires
des autres activités sur le Marché
(en millions d'euros)



1 132 Courtiers et sociétés
d'import-export
586 Transports
370 Activités diverses et services
31 Producteurs

2 119 M€
chiffre d'affaires 2009

+ 3,7 %
estimation de la variation 2010/2009

Fréquentation des acheteurs

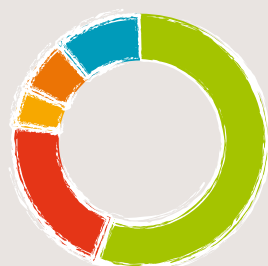
	2010	Variation 2010/2009
Commerces de détail en magasin	644 016	- 3,0 %
Commerces de détail sur marché	340 114	- 2,0 %
Commerces de gros	90 931	+ 4,6 %
Restauration	57 757	- 0,6 %
Divers	54 967	+ 9,0 %
Total	1 187 785	- 1,5 %

Arrivages

(en tonnes)

	2010	Variation 2010/2009
Fruits et légumes	797 388	- 3,2 %
Produits carnés	298 933	- 0,9 %
Produits laitiers et avicoles	66 087	- 2,6 %
Produits traiteur et d'alimentation générale	100 225	+ 0,2 %
Produits de la mer et d'eau douce	167 107	- 1,2 %
Total	1 429 740	- 2,2 %
Fleurs coupées (en milliers de tiges)	200 362	+ 0,6 %
Plantes en pot (en milliers de pots)	15 707	- 15,0 %

Répartition des arrivages de produits alimentaires
sur le Marché physique
(en %)



56 Fruits et légumes
21 Produits carnés
5 Produits laitiers
7 Produits traiteur,
alimentation générale
11 Produits de la mer
et d'eau douce

NDLR : les arrivages en tonnes évoqués dans ce rapport, ainsi que leurs évolutions par rapport à l'année précédente, sont ceux du Marché physique de Rungis. Ils intègrent des volumes déclarés par les grossistes et les producteurs sur carreau, mais ne prennent pas en compte les activités logistiques en entrepôts. Ces dernières sont estimées à hauteur de 40 % des arrivages globaux du MIN.

Plaisirs multiples



1

Janvier

1 4^e Sommet du Végétal à Rungis
dans le cadre du congrès ORAMA,
en présence de Jean-Michel Lemétayer,
Président de la FNSEA, et de Bruno Le Maire,
Ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture
et de la Pêche.

Février

■ Lancement du programme stratégique
« Bienvenue à Rungis! ».

Mars

2 Rungis expose pour la première fois
à la Semaine Internationale
du Transport et de la Logistique (SITL).

■ **Distribution des macarons 2010**
« Vous aimez la qualité,
je me fournis à Rungis »
à 35 000 clients du Marché.



2





3

Avril

3 Signature de l'accord de joint-venture et des statuts de Shanghai Rungis Market Management Company Ltd, en présence d'Anne-Marie Idrac, Secrétaire d'État au Commerce Extérieur.



4

Mai

4 Traditionnelle remise du muguet à l'Élysée et à la Mairie de Paris.

■ **Lancement** officiel du nouveau terminal ferroviaire du Marché.

5 Co-organisation à Rungis de la première édition des épreuves qualificatives du Meilleur Ouvrier de France (MOF) classe Fruiter Primeur.

■ Rungis expose au MEDFEL.



5

Les temps forts 2010



Juin

- **Journée de promotion** des produits andalous et minisalon de produits crétois.
- **Opération de fidélisation « I Love Rungis »** dans les bâtiments collectifs.
- **Rungis est primé** au 23^e Festival international du film d'entreprise pour son film *Voyage de nuit à Rungis: le ferroviaire au cœur du Marché*.
- **Finale du 25^e concours Meilleur Apprenti de France (MAF)** dans les locaux du CFA de la Poissonnerie de Rungis.



Septembre

- **Opération** « Les restaurants de Rungis en fête ».
- **5^e édition** des Entretiens de Rungis sur le thème du savoir-faire.
- **Carinne Teyssandier succède à David Martin** dans la présentation hebdomadaire de la chronique en direct de Rungis dans *Télématin*.
- **Ouverture de la page officielle** du Marché sur Facebook.

Octobre

5 **Co-organisation** des épreuves qualificatives du MOF classe Fromager à Rungis.

■ **Nouvelle opération** de promotion de la région Bourgogne à Rungis.

6 **Remise du prix littéraire 2010** de la Commanderie des Gastronomes Ambassadeurs de Rungis à Jean Serroy pour son ouvrage *Les fromages du fromager*, à la brasserie Thoumieux.

■ **Inauguration** du circuit pédagogique de l'usine d'incinération des ordures ménagères.



Novembre

7 **Inauguration** du nouvel îlot dans le pavillon des fleurs coupées.

■ **Rungis est partenaire** du « Resto des Chefs » à Equip' Hôtel.



Décembre

■ **Livraison** du parking couvert au secteur Horticulture et Décoration.

■ **Implantation** d'une nouvelle borne de rechargement des cartes d'acheteur.

8 **Visite de Bruno Le Maire**, Ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, accompagné de Pierre Lellouche, Secrétaire d'État en charge du Commerce Extérieur.

■ **Traditionnelle visite** de presse de fin d'année sur le thème « Rungis vert ».

9 **Lancement de la campagne** de communication sur le déménagement du pavillon de la volaille.



Culture de l'excellence

Un Marché moderne, bien entretenu, accueillant et dynamique : les objectifs du programme stratégique « Bienvenue à Rungis ! » ont concerné l'ensemble des services de la SEMMARIS, qui ont cette année encore œuvré en faveur de l'attractivité du Marché. Résolument tourné vers l'avenir afin de proposer des infrastructures et des services adaptés aux nouveaux enjeux commerciaux de ses entreprises, Rungis n'en reste pas moins un Marché responsable et solidaire, comme en témoigne son engagement pour le respect de l'environnement et l'accès des produits frais au plus grand nombre.



1 2

Le DE1 est le dernier entrepôt de la zone Euro-Delta, désormais intégralement occupée. D'une surface de 7 000 m², il dispose également de 1 500 m² de bureaux.

3 Le pavillon de la volaille VG1, d'une surface de 16 000 m², a été livré au mois de décembre aux opérateurs pour leurs aménagements intérieurs.

4 5

La plate-forme logistique VG2 de 2 400 m² est attenante au pavillon de la volaille.

3



La modernisation, toujours

Un entrepôt de dernière génération dans le parc Euro-Delta, **un nouveau pavillon pour la volaille**, des péages rénovés, des parkings optimisés, un nouvel îlot de vente pour les fleurs, un sous-sol de préparation pour les fruits et légumes... Le Marché de Rungis a profité d'investissements de tous ordres en 2010.

L'année 2010 a vu le dénouement de deux opérations d'investissement majeures menées par la SEMMARIS. Ainsi, le DE1 a été livré le 30 décembre, marquant la fin de la construction du parc Euro-Delta dont il est le quatrième et dernier bâtiment. Ayant démarré les travaux au mois d'avril, la SEMMARIS a consacré 8,4 millions d'euros à cet entrepôt de 7 000 m², divisé en deux cellules, auquel s'ajoutent 1 500 m² de bureaux répartis sur deux niveaux. Après quelques travaux d'aménagement par la SEMMARIS (cloisonnement, froid...), il est à la disposition de son unique client, le groupe belge Univeg, qui y installe sa plate-forme de préparation de commandes, des mûrisseries de fruits (bananes, poires...), ainsi que le siège social de sa filiale française. Les travaux ont dû s'adapter aux contraintes particulières de ce terrain sur lequel passent des lignes à très haute tension pour Paris (une distance de sécurité de sept mètres a dû être respectée); et pourtant, l'entrepôt principal est le plus élevé du site, avec douze mètres de hauteur libre en intérieur. Il est complété par quinze quais

niveleurs et protégé contre l'incendie par sprinklage.

Un nouveau nid pour le pavillon de la volaille

Au mois de décembre, les opérateurs du nouveau pavillon de la volaille, le VG1, ont débuté leurs aménagements intérieurs en parallèle des finitions du bâtiment. Parmi les particularités de ce chantier, la nécessité de maintenir la température à trois degrés durant la vente, afin de conserver dans les meilleures conditions des produits fragiles aux DLC courtes. Outre la production de froid que cela suppose, les travaux ont dû porter une attention toute particulière à l'étanchéité des fermetures.

Au final, 18 millions d'euros ont été consacrés à ce bâtiment de près de 16 000 m², dont 1 800 m² affectés aux carreaux de vente, 3 500 m² aux magasins, 3 200 m² aux opérations d'approvisionnement et de désapprovisionnement, et 2 400 m² aux bureaux. Attendant au pavillon, le VG2 a été mis à disposition de son opérateur, pour équiper une plate-forme

logistique sous température dirigée de 2 400 m², assortie de 600 m² de bureaux. La SEMMARIS y a consacré 3,8 millions d'euros.

Le péage, premier contact avec le Marché

Plus modestes en coût, les travaux menés sur les péages d'entrée n'en sont pas moins importants. Ils constituent en effet le premier contact des visiteurs avec le Marché, et leur rénovation, nécessaire techniquement, vise également à améliorer leur fonction d'accueil. Ainsi, après celle du péage E1 l'année précédente, la réfection du péage E2 (celui de la Porte de Thiais, utilisé lorsqu'on vient de l'A86 ou de la RN7) a été menée à bien avec un budget de 780 000 euros, notamment pour la pose d'une nouvelle charpente et d'un auvent. Démarrée en 2009, la nouvelle station de lavage située à proximité du péage E2 a été ouverte en janvier 2010, afin d'être gérée par Frigowash (groupe Petit Forestier) pour un nettoyage des utilitaires et poids lourds conforme à la réglementation en matière



1 Un nouveau parking couvert d'une capacité de 168 places a été aménagé au sein du secteur horticulture.

2 3 Équipé de chambres froides de plain-pied, le nouvel îlot du pavillon C1 se veut plus fonctionnel.

4 18 modules de stockage réfrigérés ont été aménagés pour les détaillants en fruits et légumes au sous-sol du bâtiment B3.

5 Le terminal ferroviaire a été lancé officiellement au mois de mai.



Le DE 1 a été livré le 30 décembre, marquant la fin de la construction du parc Euro-Delta dont il est le quatrième et dernier bâtiment.

d'hygiène et d'environnement (récupération de 75 % des eaux usées grâce à un recyclage par filtration). De même, le péage EE1 – Porte de Rungis – a été déplacé pour libérer un espace réservé à la gare du futur tramway T7 : quatre millions d'euros ont été investis dans ces travaux, dont 700 000 pour le nouveau péage, le reste étant dédié à des aménagements de terrain pour adapter la voirie. Plus généralement, la SEMMARIS a entamé une réflexion en 2010 visant à optimiser le passage aux péages : étude des technologies existantes, évolution du support carte d'acheteur...

De nouveaux parkings

Le premier parking couvert du Marché a été érigé au dernier trimestre dans le secteur horticulture et décoration. Les acheteurs – il leur est expressément réservé – peuvent y faire stationner leur véhicule sur 4 000 m² en le protégeant, ainsi que son chargement, des intempéries (pluie, neige mais aussi soleil, particulièrement néfaste aux fleurs). La capacité a été augmentée de 50 places, 168 au total, pour véhicules utilitaires, et certaines sont réservées aux personnes à mobilité réduite et aux deux-roues. Un auvent permet de rejoindre le pavillon C1 à l'abri et une conduite de rétention a été construite pour réguler et traiter les effluents pluviaux. Coût de cet investissement : 1,1 million d'euros. Autre élément fondamental pour l'attrait du Marché de Rungis : le stationnement et ses 17 400 places,

dont près de 3 000 matérialisées en vert sont réservées aux acheteurs. Le conseil général du Val-de-Marne ayant engagé des travaux sur la route de Chevilly-Larue, six parkings situés à ses abords ont été reconstruits, ces travaux permettant de revaloriser une zone non optimisée ; 1,7 million d'euros a été investi dans cette opération. Sur 25 000 m², 1 000 places ont été aménagées. Le traçage au sol a été amélioré et un contrôle des accès a été ajouté sur trois des parkings où 170 places ont été louées à des entreprises. De plus, leur sécurité a été renforcée grâce à l'édification de clôtures et de portails, ainsi qu'à l'installation d'une douzaine de caméras de vidéosurveillance.

Îlot central et sous-sols

Dans le secteur des fleurs, un troisième îlot central a été aménagé dans le pavillon C1 pour 800 000 euros. Suivant un concept qui a déjà séduit des opérateurs, un carreau de vente de 800 m² a été installé pour quatre clients du MIN, chacun disposant de 162 m² environ destinés à la vente, d'une chambre froide de 40 m² et de bureaux avec sanitaires (30 m²) sur une mezzanine à l'étage. Innovation pour cette réalisation : le revêtement du sol est réalisé à partir d'un asphalte bicolore poli, proche de l'aspect du carrelage existant, mais moins glissant ou fragile. Enfin, des éclairages d'un haut niveau d'intensité lumineuse et de rendu de couleurs permettent une belle mise en valeur des produits. Un quatrième îlot de ce type est d'ores et déjà programmé.

Dans le secteur des fruits et légumes, le sous-sol ouest du bâtiment B3 a été restructuré pour un budget de 2,6 millions d'euros. Objectif : installer, sur 3 000 m², 18 modules de stockage réfrigéré de 100 m² chacun, réunis autour d'une grande allée de circulation accessible à des camionnettes d'un gabarit pouvant aller jusqu'à trois mètres de hauteur. Équipés « prêts à l'emploi » avec des baux de courte durée, ils peuvent être loués par des acheteurs, généralement primeurs sur marchés de détail qui, dans le cadre de leur activité, ont besoin d'un stockage tampon lors de leurs achats. Inspirées du principe du *self storage*, ces cases disposent chacune d'un bureau, ainsi que de sanitaires. Un système de production de froid centralisée a été installé pour y assurer des températures entre 0 et 15 degrés.

Rungis Accueil bientôt relooké

Enfin, dans le cadre d'une réflexion menée conjointement avec la Direction Marketing s'inscrivant dans le programme « Bienvenue à Rungis ! », la Direction des Investissements interviendra en 2011 sur la signalétique de Rungis Accueil et des Secteurs SEMMARIS, afin d'harmoniser et de mieux identifier ces lieux dédiés à l'accueil et à l'information des clients comme des opérateurs du Marché. Elle se matérialisera sous la forme d'un totem de grande taille, qui sera de couleur rouge sur tous les lieux concernés pour une meilleure lisibilité.



- ❶ **L'éclairage** sur le Marché participe à la sécurisation des conditions de travail nocturne.
- ❷ **L'agrément sanitaire** est conditionné par un nettoyage minutieux de l'intérieur des bâtiments collectifs.
- ❸ **30 000 tonnes** de déchets sont incinérées chaque année à Rungis.



À l'heure de l'optimisation énergétique

Electricité, production de froid, récupération des déchets, traitement des eaux... Autant d'enjeux prioritaires intégrés dans une politique volontariste de développement durable.

On le sait, Rungis est un site dont l'activité est, pour une part importante, nocturne. Les principes du développement durable doivent donc prendre en compte cette contrainte incontournable. En 2010, la SEMMARIS a réalisé une étude pour moderniser les éclairages publics – soit 20% de la consommation électrique des services généraux – suivant un objectif éco-énergétique. Il s'agit d'optimiser leur rendu lumineux de façon sectorisée sur l'ensemble du Marché, tout en diminuant la consommation d'électricité. Selon qu'on se trouve sur des voies de circulation, des parkings ou des abords de bâtiments, le degré d'éclairage – exprimé en nombre de lux – varie. Des essais ont donc été menés pour déterminer quels équipements, suivant quels positionnements, permettraient d'améliorer l'éclairage en générant une baisse des coûts énergétiques. D'autant que l'évolution des flux logistiques, notamment sur le boulevard circulaire du Marché, où l'installation de nouveaux parkings entraîne de toute façon une nécessaire modification de l'éclairage extérieur du MIN. Résultat de cette étude : la rénovation de ces éclairages engendrera une économie de l'ordre de 30%, tout en redistribuant de façon plus adaptée les rendus lumineux, en jouant aussi sur les coloris de lumière, le blanc favorisant par exemple la vidéosurveillance. Le cahier des charges découlant de cette étude sera réalisé en 2011 pour des travaux

qui démarreront en 2012 pour au moins deux années.

L'énergie verte entre à Rungis

Parallèlement, la modernisation du réseau électrique haute tension alimentant le Marché se poursuit, de même que le « relamping » des éclairages avec des lampes basse consommation. Une consultation a été lancée lors du 2^e semestre 2010 pour renouveler les contrats d'achat de fourniture électrique, aboutissant au choix de deux opérateurs en 2011 : l'un pour le Marché au sens strict, l'autre pour la zone Euro-Delta. L'énergie approvisionnée sur le MIN de Rungis est désormais issue pour 25% d'énergie verte (barrages hydrauliques par exemple), sur les quelque 33 gigawatt heures consommés par an. Au-delà de l'électricité, le développement durable touche bien d'autres domaines d'activité sur Rungis. À titre d'exemple, il a été décidé le lancement de travaux au pavillon de la marée, afin de remplacer son complexe d'étanchéité par des matériaux dotés de membranes blanches jouant un rôle de « refroidisseur passif ». En réfléchissant les rayonnements solaires, ils ralentissent la remontée en température à l'intérieur du bâtiment. Deux à trois degrés peuvent ainsi être gagnés, économisant la production de froid correspondante. Toujours dans le domaine du froid, le remplacement des fluides frigorigènes par du R22 ou ses substituts se poursuit : à fin 2010, 70% des transferts étaient réalisés.

Traitement des déchets et assainissements des eaux

Le développement durable, c'est aussi bien sûr le traitement des déchets. Leur valorisation est désormais bien installée sur le Marché : près de 7 000 tonnes sous forme biologique, plus de 30 000 par incinération et près de 19 000 dans le recyclage matière. L'année 2009 avait été marquée par la mise en place d'un système de conteneurisation : 2 000 conteneurs avaient été attribués aux usagers du MIN avec l'objectif de diminuer le volume des déchets laissés sur la chaussée tout en encourageant leur tri. Parallèlement, la SEMMARIS a mis en place 38 points propreté implantés sur différentes zones collectives (pignons de bâtiments, parkings, etc.). C'est ainsi que, de 15 000 tonnes en 2008, ces déchets sont passés à 9 000 tonnes en 2010, soit une baisse de 40%. De nouveaux points propreté sont à l'étude et devraient voir le jour en 2011. Enfin, l'eau. Afin de respecter les normes de rejet, les travaux de rétention des eaux pluviales à la parcelle, au moyen de bacs ou de tuyaux de très gros volumes, sont menés pour réguler les rejets et un ratio de stockage de 50 m³ par hectare est désormais atteint. Concernant les eaux usées, 45 conventions de déversement ont été signées avec des concessionnaires présentant des rejets à risque ; un chiffre multiplié par deux et qui devrait atteindre la soixantaine d'ici à fin 2011.



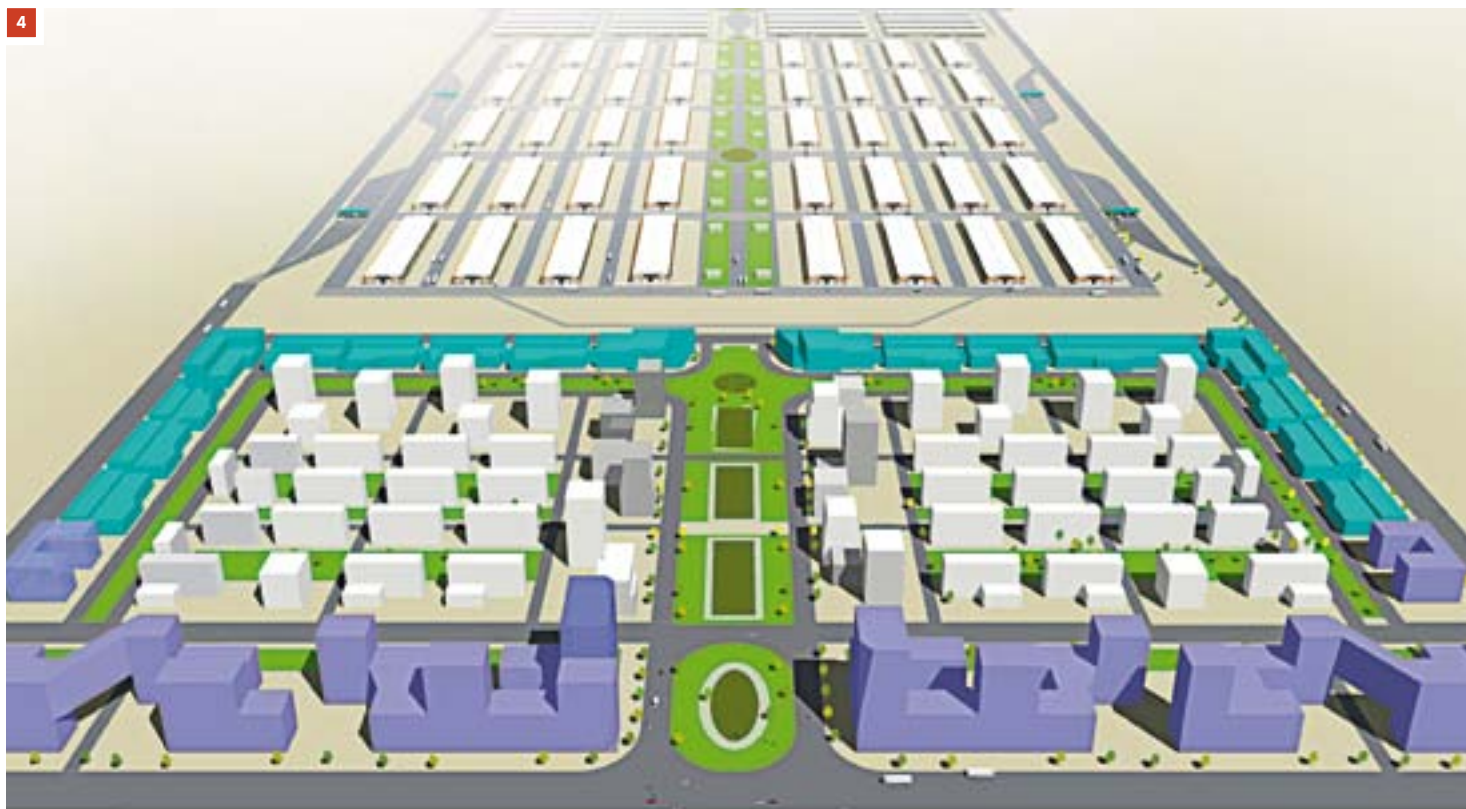
1 2

Marché de gros de Beicai, à Shanghai. Construit en 1998, il occupe une surface de 15 hectares. La co-entreprise Shanghai Rungis Market Management Company Ltd. y est implantée.

3 Etude sur le marché de gros de Bruxelles.

4 Plan masse du marché de Tianjin.

3



4

L'expertise de Rungis reconnue

Rungis Consultant poursuit de nombreuses actions partout dans le monde, en apportant son expertise à des projets qui en sont à tous les stades, de l'étude préliminaire à l'achèvement d'une construction. Et ce, du très proche – Bruxelles – au très lointain – Shanghai.

Chine

Avril 2010. Naissance de Shanghai Rungis Market Management Company Ltd., *joint-venture* entre la SEMMARIS et Shenzhen Agricultural Products Company. Elle est dotée d'un capital de 12 millions de yuans, réparti entre SZAP (46,6%), la SEMMARIS (33,4%) et des cadres chinois (20%). Deux des six membres du Conseil d'Administration sont issus de la SEMMARIS qui bénéficie d'une minorité de blocage. Si l'investissement immobilier est confié à d'autres structures dans lesquelles la SEMMARIS n'intervient pas, la jeune entreprise est donc désormais sur les rails pour développer une nouvelle génération de marchés de gros en Chine. C'est également elle qui exploitera ces « Marchés Hyperion » novateurs, dans l'empire du Milieu, en matière de chaîne du froid ou de logistique. D'ores et déjà, la construction du premier d'entre eux a été achevée à Nanning, capitale de la province du Guanxi dans le Sud-Ouest du pays. Les villes de Tianjin, Changsha ou Luizhou devraient suivre.

Inde

Un important contrat d'assistance technique a été signé en Inde en 2010. Rungis Consultant va mener, avec le cabinet Gressard, une étude de faisabilité et de dimensionnement pour une plate-forme située à 46 kilomètres au nord de Delhi, dans l'État de l'Haryana. Sur 200 hectares, elle visera à répartir les fruits et légumes afin de faciliter les flux entre le Sud et le Nord du pays. D'ailleurs, la société indienne Premium Farm Fresh Private Ltd est déjà partenaire du projet. Depuis le mois de septembre, les régions de production et les principaux marchés ont été visités, afin de déterminer le potentiel de ce futur site et d'en définir le concept fondateur. Suite à cette phase préliminaire, l'élaboration d'un plan masse, avec les connexions aux axes routiers et ferroviaires, ainsi que celle d'un modèle économique ont pu être lancées.

Ukraine

Après des études préliminaires menées en 2009, notamment en termes de localisation, un *business plan* a été réalisé pour le projet de marché de gros de Kiev. Objectif : rechercher des investisseurs. Ces derniers peuvent ainsi disposer d'études de marché, des détails du projet – de la politique commerciale aux ressources humaines en passant par l'organisation entre une société d'investissement et une société de gestion –, ainsi que de ses modalités financières. Au final, ce marché pourrait être construit sur 167 hectares à 35 kilomètres à l'Ouest de Kiev pour un investissement de 300 millions d'euros environ.

Belgique

Le plus ancien marché de fruits et légumes de Belgique répond au joli nom de « Marché Matinal ». À trois kilomètres au nord du centre-ville de Bruxelles, il s'étend sur 14 hectares. La SEMMARIS a apporté son conseil pour sa modernisation, proposant un programme fonctionnel pour l'ensemble du site. Flexible et évolutif, ce nouveau projet visera notamment à placer ce marché dans une démarche de développement durable.



- 1 La mascotte «I love Rungis» a parcouru tous les secteurs du Marché au mois de juin et distribué plus de 15 000 T-shirts aux clients et employés.
- 2 Quinze plans ont été installés sur le Marché (Relais Informations Services et abribus).
- 3 Très apprécié des professionnels et véritable caution auprès des consommateurs, le **macaron Rungis** a été accompagné d'une campagne de communication sur les 4x3 du Marché et dans la presse quotidienne régionale.



Marketing et communication

Accueil et savoir-faire

En 2010, les actions marketing de la SEMMARIS visant à renforcer l'image, l'attractivité et la compétitivité du Marché se sont focalisées sur deux objectifs principaux: améliorer l'accueil sur le Marché et valoriser les savoir-faire qui s'y déploient. Avec, en fin d'année, le lancement des actions de promotion du nouveau pavillon de la volaille.

Le Marché de Rungis accueille-t-il correctement ses acheteurs en général et ses nouveaux clients en particulier? Pour répondre à cette question, la SEMMARIS a décidé de confier une vaste étude à CHD Expert qui a mené une enquête auprès de 395 nouveaux clients du Marché, dont un quart provenant de province, au mois de février 2010. Tout d'abord, un fait rassurant: 93% d'entre eux se sont déclarés globalement satisfaits. Mais l'analyse de leurs déclarations a fait ressortir certaines opportunités d'amélioration. Ainsi, 30% d'entre eux éprouvent des difficultés d'orientation sur le site, une proportion qui s'élève assez logiquement à 35% pour les non-Franciliens. Par ailleurs, 30% ont également estimé que la signalétique et le stationnement sur le Marché figuraient parmi les principaux axes de progression.

«Bienvenue à Rungis !»: un programme ambitieux

À la suite de cette étude, de premières actions ont été déployées dans le cadre d'un programme baptisé «Bienvenue à Rungis !». Avec un objectif simple: mieux accueillir les usagers du Marché, et tout particulièrement les acheteurs, afin de faciliter le parcours client. Le premier signal fort a été d'une part la création d'une identité graphique, déclinée par secteur et utilisée en fil rouge de toutes les actions;

et d'autre part, la sensibilisation des opérateurs implantés sur le Marché à l'importance du sujet. De nombreux outils ont ensuite été déclinés: installation de quinze plans sur le Marché et de deux journaux électroniques d'information, segmentation des kits d'accueil selon les métiers, création de miniplans dédiés aux transports en commun et à la restauration sur le MIN, animations collectives dans les pavillons via la mascotte «Bienvenue à Rungis !» et distribution de plus de 15 000 T-shirts «I love Rungis» aux salariés et aux clients, envoi automatisé de SMS aux acheteurs dont la carte n'a plus d'entrées prépayées... Naturellement, ces actions seront poursuivies et même renforcées en 2011. Mais au-delà de l'accueil, l'attractivité de Rungis réside également dans la qualité des savoir-faire qui s'y concrétisent. Ils ont fait l'objet de nombreuses actions de valorisation.

Une prise de parole légitime sur le thème du savoir-faire

Distribués chaque année à quelque 35 000 clients du Marché, les macarons millésimés 2010 ont été élaborés dans le but de mieux valoriser le savoir-faire distinctif du commerçant ou du restaurateur qui les appose, toujours fondés sur la signature «Vous aimez la qualité, je me fournis à Rungis»

- appréciée par plus des deux tiers des consommateurs français et jugée incitative par plus d'un sur deux (d'après l'étude TNS Sofres 2009). Leur sortie a été accompagnée d'une campagne publicitaire dans les principaux titres de presse quotidienne de douze départements franciliens et limitrophes.

Par ailleurs, un partenariat a été élaboré avec le salon Equip'Hôtel. Un restaurant VIP y a été installé, permettant chaque jour à un chef différent de préparer devant les visiteurs un repas à partir de produits issus du Marché de Rungis pour 110 VIP de la profession. Avec, en 2010, une attention particulière aux volailles, en clin d'œil à la future ouverture du nouveau pavillon. En outre, Rungis a également approvisionné le Mondial des Chefs de la Restauration Collective, mettant en compétition sur deux journées huit pays, dont le vainqueur fut cette année la France. Côté salons toujours, Rungis a été invité par le Medfel, dédié à la filière fruits et légumes de l'Euro-Méditerranée, pour y présenter notamment son nouveau terminal ferroviaire. Auparavant, le Marché avait exposé pour la première fois à la SITL, Semaine Internationale du Transport et de la Logistique, pour sensibiliser à la modernité de l'offre logistique du «hub» Rungis.

1



1 Pour la 5^e édition des Entretiens de Rungis, le savoir-faire des professionnels avait été mis à contribution...

2 3

La communication accompagnant le déménagement des opérateurs en volaille a démarré dès le mois de décembre.

2



Le pavillon de la volaille de **Rungis**
Ça déménage !

3



Marketing et communication

Pour la SEMMARIS,
amplifier l'influence numérique
du Marché participe
de sa démarche d'accueil.

De nombreux événements

Autre événement incontournable du savoir-faire, la 5^e édition des Entretiens de Rungis, organisée le 27 septembre, a précisément fourni l'occasion de poser la question: «commerce de détail, gastronomie: y a-t-il encore une place pour le savoir-faire ?». Avec, en toile de fond, une étude réalisée par Opinion Way croisant les regards du grand public et des professionnels sur cette question. Trois tables rondes ont réuni des experts qui ont pu débattre de l'avenir des métiers alimentaires, de la formation ou des bonnes pratiques qui pourraient contribuer à mieux valoriser les compétences des détaillants et restaurateurs indépendants dans un contexte de fort développement du commerce de proximité sous enseigne. Au chapitre de la valorisation du savoir-faire toujours, il y a également eu, en 2010, la co-organisation de la première sélection du Meilleur Ouvrier de France Primeur, le 19 mai à l'Espace Rungis, et la quatrième édition du MOF Fromager, le 11 octobre. Une première session de formation a aussi été organisée pour des fromagers en cours de création de point de vente, comprenant une matinée en pavillon et un après-midi avec la SEMMARIS. Et une vingtaine d'enseignants en hôtellerie-restauration du Cerpet (Centre d'Études et de Ressources pour les Professeurs de l'Enseignement Technique) ont été reçus pour la quatrième fois sur le MIN durant

près d'une semaine, en partenariat avec l'Éducation Nationale.

L'information et l'apport de contenu sous toutes ses formes

En 2010, un carnet de voyage intitulé *Voyage au cœur d'un Marché d'exception*, édité en français et en anglais par les Éditions de la Marque et distribué par les Éditions Eyrolles, a succédé à *Rungis, le plus grand Marché du monde* dont les 20 000 exemplaires ont été quasiment épuisés. D'autre part, la maquette du mensuel *Rungis Actualités* a été entièrement modernisée pour le plus grand plaisir de ses 25 000 abonnés professionnels. Un autre mode de faire-savoir, c'est désormais Internet. Pour la SEMMARIS, amplifier l'influence numérique du Marché participe de sa démarche d'accueil. On sait déjà que 19% des nouveaux acheteurs ont consulté avant leur première venue sur le Marché le site Internet rungisinternational.com, qui a été relooké en avril 2010 pour en améliorer la navigation. À cette occasion notamment, l'espace privatif des opérateurs du MIN a été optimisé, leur offrant un accès direct à de très nombreuses fonctionnalités comme l'accès numérisé aux pièces justificatives des dossiers acheteurs.

Facebook et l'explosion des réseaux sociaux

Au-delà du site Internet (313 622 visiteurs et plus d'un million de pages

vues en 2010), Facebook a été investi de manière volontariste avec un gros apport de contenu à partir du mois de septembre. Plus de 600 fans Facebook ont ainsi été recrutés sur le dernier trimestre. Enfin, en décembre 2010, des vidéos ont été regroupées sur YouTube et Dailymotion, constituant une Web TV dédiée Rungis.

La volaille, ça déménage !

Enfin, 2010 a été marquée par un événement dont le point d'orgue retentira en 2011: l'ouverture du nouveau pavillon de la volaille. Un ambitieux projet multicibles et multicontenus a ainsi été développé sur six mois, pour plus d'efficacité et d'impact. Dès 2010 a été mis en place le dispositif «ça déménage !» pour annoncer, fêter et réussir ce transfert. Dans l'ancien pavillon, le mythique café St-Hubert a été habillé au mois de décembre d'une structure évoquant un nid et porteuse de messages. Des hôtesses ont récolté à cette occasion les souhaits des clients et des salariés avant «l'envol». Des photos de ces derniers ont été prises pour édifier une fresque géante qui décorera le nouveau pavillon. Par ailleurs, des relations presse, génératrices de nombreuses retombées média en fin d'année, ont mis la volaille en vedette. Tout est prêt pour l'inauguration... comme le signe emblématique d'un nouveau déploiement du savoir-faire de Rungis.



Des Gens de talent

Depuis plus de quarante ans, les professionnels du Marché de Rungis sont reconnus pour leur savoir-faire: celui de proposer le plus grand choix de produits frais de qualité aux commerçants et restaurateurs soucieux de garantir aux consommateurs un maximum de fraîcheur et de plaisir. Ces entreprises bénéficient en outre de la localisation exceptionnelle de Rungis aux portes de la capitale, qui en fait un lieu stratégique dans la distribution de produits alimentaires frais au « Grand Paris », dans un contexte où la logistique de proximité constitue un défi de taille.

L'année des entreprises

Ils se sont installés ou agrandis en 2010...

Nouvelle offre produits-services, nouveaux locaux : le Marché a accueilli de nouveaux talents en 2010 et assisté au développement de certaines entreprises qui ont diversifié leur activité pour mieux répondre aux enjeux commerciaux auxquels elles sont désormais confrontées.

Nouvellement installée en 2010 au pavillon de la marée, **Platinum Seafood** a été créée par deux professionnels expérimentés du Marché désireux de combiner leur savoir-faire. L'entreprise bénéficie de partenariats exclusifs avec des entreprises irlandaises dont elle diffuse les productions en France. Outre une spécialisation forte sur les poissons d'élevage, elle distribue sur le Marché des produits nobles, tels le bar de ligne, la dorade royale, le saint-pierre ou la langoustine. Les détaillants et les demi-grossistes sont les premiers clients de cette entreprise qui emploie déjà cinq personnes. Profitant de la compétitivité logistique de Rungis, elle envisage de développer ses débouchés export, notamment grâce à son offre exclusive de tourteaux irlandais cuits.

Muller a doublé sa surface au pavillon de la marée en 2010, pour occuper 450 m². Cette entreprise de moins de trois ans devait satisfaire les besoins liés à son expansion. Son activité est focalisée sur la vente sur le carreau à destination des poissonniers traditionnels. Sa nouvelle aire de vente lui permet de mieux valoriser son offre déjà large, qui a ainsi pu être étoffée. Elle propose désormais des choix supplémentaires, en matière de petits produits ou de poissons bleus par exemple. Objectif : fidéliser les clients existants et en gagner de nouveaux, afin, naturellement, d'augmenter le chiffre d'affaires.

L'installation d'un nouvel îlot de ventes au bâtiment des fleurs, le C1 (*voir aussi en rubrique Investissements*), a permis à quatre entreprises d'augmenter considérablement leur surface. Pour **Natural**, ce nouvel emplacement apporte une meilleure organisation grâce à des installations frigorifiques sur place qui diminuent les opérations de manutention. Il permet également une mise en valeur de sa marchandise grâce à un éclairage soigné. Placé au centre du pavillon, l'îlot attire naturellement les acheteurs qui peuvent y apprécier une offre élargie, présentée de la même manière que dans une boutique. Une opportunité dont ont également pu profiter **Fleurassistance** et **Bailet Goiran**.

Fonctionnant précédemment sur Rungis en bureau avec un prestataire logistique, **Commercial Fruits** s'est installée dans un entrepôt récemment rénové lui permettant de réunir, dans des locaux fonctionnels, 2 200 m² de chambres frigorifiques et 340 m² de bureaux. En intégrant la logistique, l'entreprise entend pousser sa spécialisation dans les produits d'importation d'origine lointaine, Pérou notamment : avocat d'abord, mais également mangue, grenade, figue fraîche, asperge... En variant leurs origines, elle peut ainsi proposer ces catégories tout au long de l'année à la grande distribution, aux autres grossistes du MIN ainsi qu'à l'export.

À la fin de l'année 2010, la société **Huguenin** s'est équipée d'un atelier de cuisson pour fournir à ses clients restaurateurs des viandes précuites sous vide à juste température. Composé d'un atelier de préparation, d'un four, d'une cellule de refroidissement et d'une ligne de conditionnement, cet outil donne un produit presque prêt à l'emploi, qu'il suffit d'assaisonner, de réchauffer ou de griller, voire d'agrémenter d'une sauce. Doté d'une durée de conservation sous froid de 15 jours à un mois suivant les cas, le produit facilite l'organisation des cuisines, garantit la portion désirée et garde ses qualités organoleptiques (pas de risque de surcuisson), ainsi que sa forme naturelle grâce à son conditionnement sous film. L'activité a été démarrée en volaille (poulet, pintade, canette, pigeonneau...) et se poursuit en agneau ou en veau. Elle vise notamment la restauration haut de gamme fonctionnant avec un nombre important de convives.

Enfin, l'**UGPBAN** a doublé ses surfaces de bureaux pour les porter à 850 m². Contrôlée par les planteurs de bananes de Martinique et de Guadeloupe, cette société de commercialisation s'est assurée le contrôle des installations de mûrisseries de bananes de Fruidor.

Le boom du bio

L'essor des produits biologiques est incontestable. Des opérateurs du Marché développent une activité spécialisée.



Reynaud, une des grandes entreprises de la marée de Rungis, a significativement développé son offre biologique, qui représente désormais près de 10% de ses ventes grâce aux synergies nées du rapprochement, en 2010, avec Oso, le spécialiste malgache de l'élevage biologique (le groupe ainsi formé se nomme R & O). Outre des positions fortes sur la crevette bio de Madagascar, elle développe de nouveaux partenariats avec la production. Par exemple récemment, avec une ferme d'élevage biologique de bars et de dorades royales dans le golfe de Corinthe. Son objectif est de doubler cette activité dans les prochaines années.

Créée en 1990 pour l'importation et la transformation de produits biologiques, la société **Jules Brochenin** ³ désirait développer ses importations de fruits tropicaux. Pionnière dans les bananes bio dès 1992, elle a choisi d'intégrer l'activité de mûrisserie en 2010. Objectif : apporter un meilleur service à ses clients – les distributeurs notamment – grâce à une logistique plus serrée, et renforcer la qualité de son offre de produits. Offre en voie de diversification, mais toujours version biologique : ananas, mangue, fruit de la passion, papaye, litchi... L'entreprise dispose d'une capacité de 150 tonnes par semaine, soit l'équivalent d'un million de bananes. En outre, grâce à l'informatique

notamment, sa mûrisserie dispose des technologies les plus modernes en matière d'éco-énergies ou de pilotage à distance.

Enfin, **Bio Tonic** propose un service complémentaire à la vente de fruits et légumes biologiques. Outre cette vente, l'entreprise déploie un système d'accompagnement commercial auprès des magasins et des industriels. À partir d'une veille de leur activité, elle dresse des analyses de leurs pratiques et construit un dispositif propre à améliorer les conditions de commercialisation. L'entreprise vient d'ailleurs de se doter d'une marque de service, et bientôt de produits, *The French Attitude*, qui témoigne au passage de ses ambitions à l'export.

L'e-commerce se développe à Rungis

Le développement de sites marchands en complément de l'activité traditionnelle représente quant à lui une opportunité d'optimisation des parcours de livraison en Région parisienne.

Mon-marché. fr a été créé il y a trois ans et demi. Son concept est d'assurer la qualité et la fraîcheur des produits du jour trouvés sur Rungis pour une clientèle de particuliers. Pour toute commande passée la veille avant minuit, la livraison gratuite est effectuée entre 14h et 21h30 depuis un entrepôt de 600 m² équipé de cinq chambres froides. Résultat : 60% de clients fidèles, avec une fréquence

d'achat bimensuelle pour un panier moyen en hausse régulière (90 euros dernièrement). Après avoir atteint l'équilibre financier et pour continuer à doubler de taille chaque année, l'entreprise prévoit de couvrir l'Île-de-France d'ici à moins de 18 mois et toute la France dans moins de deux ans.

Arrivée sur le MIN en 1992, la société Daumesnil Primeurs a voulu « ouvrir les portes de Rungis sur le Web ». Résultat : la création du site **rungischezvous.com** ⁴, qui met donc en avant le Marché dès son adresse Internet. Spécialisée dans l'approvisionnement de la restauration en fruits et légumes, l'entreprise disposait déjà de tous les outils logistiques nécessaires, avec un entrepôt frigorifique de 1 000 m² et une flotte de quinze camions réfrigérés. Sept jours sur sept et gratuitement en Île-de-France, elle peut livrer à domicile le matin même les commandes passées la veille au soir et qui sont préparées durant la nuit. Après une première année de mise au point qui lui a permis de vérifier la fidélité de ses cyberclients, l'entreprise va redoubler d'efforts en communication (salons grand public, présence sur Facebook...) pour développer sa notoriété.

Fruits & légumes

2010, une année calme pour le secteur
des fruits et légumes sur le Marché de Rungis.
Elle a connu son lot d'aléas climatiques,
mais sans conséquences extrêmes sur les arrivages.
Et le secteur poursuit son développement
et sa modernisation.



2 723 946^{K€}

chiffres d'affaires 2009

Estimation 2010/2009: +3,8 %



85% Grossistes
CA 2009: 2 317 024 K€
Estimation 10/09: +4,7 %

1% Producteurs
CA 2009: 17 000 K€
Estimation 10/09: NC

14% Courtiers et sociétés Import / Export
CA 2009: 389 922 K€
Estimation 10/09: -1,4 %



Le nouveau terminal ferroviaire de Rungis a été lancé officiellement le 11 mai 2010. Il permet le transport par train de quelque 400 000 tonnes de produits.

L'année 2010 s'est montrée relativement calme pour le secteur des fruits et légumes de Rungis, même si les aléas climatiques y demeurent une variable incontournable des performances commerciales. Ainsi, les retards de végétation ont entraîné un décalage saisonnier, laissant encore beaucoup de produits disponibles sur le MIN au mois de septembre; ce fut le cas notamment en melons, en pêches ou en nectarines. Et les grèves des carburants suivies d'un hiver particulièrement précoce en fin d'année ont pénalisé les ventes. Toutefois, la fréquentation s'est avérée stable, voire même en légère progression.

En fruits, les arrivages sur le marché physique, à 421 500 tonnes environ, ont diminué de 2,8%. Mais, en 2010, les variations à l'intérieur des catégories de produits sont restées le plus souvent assez minimes. Les plus fortes hausses en volume sont à mettre à l'actif des clémentines, dont l'essor a corrigé les mauvaises performances de l'année 2009, des pastèques et des fruits secs. Côté baisses, les familles affectées sont un peu plus nombreuses: ananas, tangerines, pomelos, fraises, abricots, nectarines, prunes et avocats. L'importation reste supérieure à l'origine France pour des raisons de production évidentes, mais sa proportion a peu évolué, les produits français ayant même connu un sort légèrement plus favorable que les produits importés. En outre, en fin d'année, les événements politiques de Côte-d'Ivoire ont eu une incidence non négligeable.

Avantage aux produits français

En légumes, les arrivages sur le marché physique ont diminué un peu plus

sensiblement, de 3,6% à plus de 375 000 tonnes. Pourtant, les évolutions au sein des produits se sont montrées stables, d'autant qu'il s'agit d'une famille intrinsèquement beaucoup moins sujette aux variations. Seules, les tomates ont connu une forte baisse. Les carottes, les haricots verts (affectés par des difficultés au Kenya) et les salades ont vu leurs arrivages diminuer également, mais dans des volumes moindres. Les hausses rencontrées par certaines catégories (pommes de terre et concombres notamment) sont restées dans une amplitude relativement modeste. Représentant 57% des volumes échangés sur Rungis, les productions françaises se sont mieux écoulées que les produits d'importation, les acheteurs accordant plus volontiers leur préférence aux légumes hexagonaux, du moins quand les disponibilités le permettent. On note toujours également l'essor continu des produits biologiques sur le secteur, y suscitant même des créations d'entreprise (*voir en page 27*). Les volumes restent encore faibles en comparaison de l'ensemble des tonnages échangés sur le MIN, mais ils sont définitivement sortis de la confidentialité et constituent une des animations les plus évidentes de l'offre.

Par ailleurs, le Potager de Marianne, le chantier d'insertion installé sur le Marché de Rungis depuis le printemps 2008 par l'ANDES (Association Nationale de Développement des Épiceries Solidaires), poursuit son essor. Avec une douzaine de salariés en insertion en moyenne, et quatre collaborateurs permanents, il a pu valoriser, en 2010, 750 tonnes de fruits et légumes, contre 412 en 2009.

Ces derniers sont ensuite redistribués dans les réseaux en charge de l'aide alimentaire (Banques alimentaires, Restaurants du Cœur, Secours populaire ou Croix-Rouge) à des prix compris entre 25 et 50 centimes d'euros le kilo livré sur place.

Développement et modernisation des outils

En termes d'entreprises, le secteur a accueilli plus de nouveaux opérateurs qu'il n'a eu à déplorer de défections, ces dernières étant de surcroît compensées par la reprise des surfaces correspondantes. En outre, l'installation de cellules de stockage dans la moitié des sous-sols du pavillon B3 (*voir aussi en rubrique Investissements*) a rencontré un succès immédiat: l'intégralité des surfaces a été rapidement occupée, notamment par des détaillants sur marchés désireux de disposer d'un outil pour entreposer leurs marchandises et préparer leur approvisionnement.

Particulièrement destiné à l'acheminement des fruits et légumes depuis le sud de la France, le nouveau terminal ferroviaire de Rungis a été lancé officiellement le 11 mai 2010. Il permet le transport par train de quelque 400 000 tonnes de produits, doublant ainsi les capacités antérieures. Enfin, le secteur des fruits et légumes disposera en 2012 d'un nouveau bâtiment C3, en chantier actuellement. Placé au cœur du secteur, il constituera un emplacement stratégique pour ses occupants.

CONJONCTURE

DES RETARDS DE CAMPAGNE CONSÉQUENTS

Selon Interfel, « 2010 a surtout été marquée par les perturbations climatiques subies en Espagne et au Maroc qui ont entraîné des retards de campagne sur l'ensemble des pays producteurs européens ». De ce fait, les campagnes de printemps ont débuté tardivement avec des disponibilités inférieures aux années précédentes. « Les retards de campagne ont également affecté les

campagnes d'été », ajoute l'interprofession : cerise, pêche-nectarine, abricot, melon... En revanche, ces campagnes se sont prolongées sur le mois de septembre, où des records de consommation en volumes ont été enregistrés : +37 % en pêche-nectarine, +20 % en melon. Parallèlement, les cours expédition sont restés faibles : en fruits, -6 % par rapport à la moyenne 2006-2008 en août

et -3 % par rapport à la moyenne 2006-2008 en septembre. À partir du début du mois d'octobre, les mises en place des produits d'automne se sont développées, même si des perturbations logistiques ont ponctuellement été observées en raison des mouvements sociaux contre la réforme des retraites et de la crise du carburant. À noter également que l'arrivée de l'hiver s'est

faite précocement avec des chutes de neige et des épisodes de verglas répétés entre fin novembre et fin décembre. « Ils ont parfois eu pour effet de déstabiliser les marchés en ralentissant l'offre et en perturbant la logistique d'approvisionnement » : en légumes, les cours expédition augmentaient de 37 % par rapport à 2009 en décembre et de 22 % par rapport à la moyenne 2006-2008.

339

entreprises

dont:

199 grossistes

66 producteurs

74 courtiers et sociétés d'Import/Export

3 376

employés

dont:

3 016 chez les grossistes

66 chez les producteurs

294 chez les courtiers et sociétés d'Import/Export



ARRIVAGES

(en tonnes) Variation 2010/2009

Fruits et légumes	797 388	- 3,2 %
Fruits	421 532	- 2,8 %
Légumes	375 856	- 3,6 %

NDLR : les arrivages en tonnes évoqués dans ce rapport ainsi que leurs évolutions par rapport à l'année précédente sont ceux du marché physique de Rungis. Ils intègrent des volumes déclarés par les grossistes et producteurs sur carreau, mais ne prennent pas en compte les activités logistiques en entrepôts.

Les produits carnés

La demande rebondit en volailles et se raffermi-
t en viandes de boucherie. Après cette année 2010 rassurante,
le secteur des produits carnés de Rungis se prépare
à une année 2011 soutenue par l'ouverture
du nouveau pavillon de la volaille.

1 497 415 K€

chiffres d'affaires 2009

Estimation 2010/2009 : - 1,7 %



89%	Grossistes CA 2009 : 1 329 143 K€ Estimation 10/09 : - 1,6 %
54%	en viande de boucherie CA 2009 : 712 080 K€ Estimation 10/09 : - 5,6 %
18%	en volailles et gibier CA 2009 : 239 505 K€ Estimation 10/09 : + 3,7 %
11%	en porc CA 2009 : 147 255 K€ Estimation 10/09 : - 4,0 %
17%	en triperie CA 2009 : 230 303 K€ Estimation 10/09 : + 6,6 %
11%	Courtiers et sociétés Import / Export CA 2009 : 168 272 K€ Estimation 10/09 : - 2,2 %



La mise en service du nouveau pavillon de la volaille en 2011 devrait générer un attrait renouvelé pour les acheteurs du MIN et en séduire de nouveaux.

Le secteur des produits carnés de Rungis a terminé l'année 2010 avec une très légère baisse de ses volumes: -0,9%, à un peu moins de 300 000 tonnes. Si l'origine France garde sa tendance baissière (-4,8%) pour des raisons structurelles (diminution du cheptel, laitier notamment), les viandes importées y ont remédié pour répondre à une demande soutenue, en augmentant leurs arrivages de 5,9%, pour représenter un bon tiers de l'ensemble des volumes traités sur le secteur. Elles bénéficient de surcroît, dans certains cas du moins, d'une meilleure compétitivité en termes de prix. Il convient de préciser qu'il s'agit là essentiellement d'échanges intracommunautaires.

Évolutions contrastées en boucherie

Fait encourageant, notamment dans un contexte de consommation qui ne lui est pas réputé favorable, à l'image de l'année précédente, la viande de bœuf conserve une tendance positive, avec une hausse de 2,2% à près de 63 500 tonnes. La viande de veau est, pour sa part, parvenue à se stabiliser à 17 800 tonnes, sans récupérer la perte de près de 5% de l'année 2009. En revanche, la viande de mouton reste sur le déclin, quoique sa baisse, de 2,3% en 2010, ait été divisée par plus de deux par rapport à l'année précédente. Des prix élevés et des importations limitées expliquent sans doute une partie du phénomène. Après plusieurs années dynamiques, les produits tripiers ont quelque peu marqué le pas en 2010, se stabilisant à 27 500 tonnes.

Ce n'est pas le cas de la viande de porc, qui accuse toujours la plus forte baisse, à -7,2% en 2010. En une demi-décennie, le secteur a perdu quelque 30 000 tonnes dans cette espèce qui représente désormais un peu plus de 67 500 tonnes. Elle souffre notamment de la concurrence de la volaille, à la fois moins chère et mieux appréciée sur le plan nutritionnel.

Les volailles se réveillent

Les volailles, justement, ont connu une bonne année 2010 dans leur ensemble, avec une croissance de 2,2% à presque 86 500 tonnes. Mais il convient d'observer que le phénomène a exclusivement profité aux produits importés (de Belgique notamment), dont les volumes ont bondi de 55% en 2010, pour dépasser les 14 000 tonnes. Moralité: les productions hexagonales conservent leur indéniable avance sur les produits haut de gamme, mais peinent à répondre à des demandes en entrée de gamme. C'est pourquoi les fêtes de fin d'année leur sont généralement profitables et 2010 n'a pas dérogré à la règle: par exemple, les stocks de chapons de Bresse se sont trouvés épuisés dès Noël.

À noter enfin que les viandes dites diverses ont progressé de 6,3% en 2010. Il s'agit le plus souvent de viandes «exotiques», comme le kangourou, le zébu ou le bison qui bénéficient d'un effet de niche. Leur fréquence de consommation reste faible toutefois, d'autant que leur niveau de prix est généralement élevé, ce qui explique que cette catégorie

ne représente que 3 800 tonnes environ, soit près de 1,3% seulement des échanges effectués sur le MIN en produits carnés.

2011 très attendue

Il s'agit en fait d'une année de stabilisation, après deux années moins favorables. Les arrivages semblent stabilisés à un niveau qui pourrait même augmenter à nouveau. En effet, la mise en service du nouveau pavillon de la volaille en 2011 devrait générer un attrait renouvelé pour les acheteurs du MIN et en séduire de nouveaux – la restauration collective notamment. Ainsi, Rungis pourrait gagner des parts de marché, d'autant que certains grossistes ont choisi de dynamiser leur politique commerciale en renforçant leur relation client avec des équipes terrain: les premiers à avoir adopté cette stratégie en ont manifestement récolté les fruits, et fait des adeptes auprès de leurs confrères. Pour retrouver des volumes et de la valeur ajoutée, certains se tournent également vers de nouveaux débouchés comme le e-commerce ou les produits emballés, effectuant, après la découpe et grâce à d'importants investissements, un pas de plus dans l'intégration de la transformation jusqu'à l'unité de vente consommateur. Et tous ces efforts dégagent un réel potentiel, bien qu'encore partiellement exploité. Bref, le secteur des produits carnés peut aborder plus sereinement l'avenir à Rungis.

CONJONCTURE

LA VIANDE BOVINE S'EN SORT PLUTÔT BIEN

Les produits carnés rassemblent différentes familles aux évolutions diverses. En 2010, la plus dynamique reste la volaille. « La consommation est en hausse de 5,4 %, soutenue par une baisse des prix, explique Yves Trégaro, chef de l'unité des produits animaux, de la pêche et de l'aquaculture de FranceAgriMer. De plus, les exportations sont reparties grâce à la demande des pays

tiers – Proche et Moyen Orient notamment – en hausse de 6,8 %. »

Finalement, la viande bovine connaît aussi une conjoncture plus favorable que les années passées selon Yves Trégaro : « la production a regagné 3,9 % et la consommation a repris de 2,1 %, probablement soutenue par la restauration hors domicile ». Adeptes du steak haché notamment, cette dernière favorise plutôt

les viandes économiques issues des vaches de réforme ou des quartiers avant.

De même, la viande de veau a connu une année 2010 « équilibrée », avec une consommation en légère hausse de 1,4 %, « soutenue, par les événements organisés par la profession ».

Ce qui n'est pas le cas des viandes de mouton.

Si la baisse de la production

française semble enrayée, la consommation chute de 7,9 %, en raison du fort recul des importations de Nouvelle-Zélande notamment. En porc enfin, « les prix français sont connectés au marché européen », note Yves Trégaro. Résultat : l'offre européenne, en croissance, a vu ses prix orientés à la baisse, d'autant que la production française peine à contenir les importations dans un marché stabilisé.

91 entreprises

dont :

67 grossistes : 31 en viande de boucherie, 17 en volailles et gibier, 7 en porc, 12 en triperie.
24 courtiers et sociétés d'Import / Export.

1 496 employés

dont :

1 428 chez les grossistes : 716 en viande de boucherie, 270 en volailles et gibier, 241 en porc, 201 en triperie.
68 chez les courtiers et sociétés d'Import / Export.



ARRIVAGES

	(en tonnes)	Variation 2010/2009
Produits carnés	298 933	- 0,9 %
Viande de boucherie	117 439	+ 0,8 %
Volailles et gibier	86 354	+ 2,2 %
Porc	67 662	- 7,2 %
Triperie	27 478	- 1,0 %

NDLR : les arrivages en tonnes évoqués dans ce rapport ainsi que leurs évolutions par rapport à l'année précédente sont ceux du marché physique de Rungis. Ils intègrent des volumes déclarés par les grossistes et producteurs sur carreau, mais ne prennent pas en compte les activités logistiques en entrepôts.

Les produits de la mer et d'eau douce

Les ventes du pavillon de la marée de Rungis se sont stabilisées en 2010. Les prix soutenus n'ont pas nui aux bonnes performances de l'offre haut de gamme. Accueillant de nouveaux opérateurs, le secteur maintient son attractivité.

710 612 K€

chiffres d'affaires 2009

Estimation 2010/2009: +11,7 %



83% Grossistes

CA 2009: 586 933 K€

Estimation 10/09: +10,3 %

17% Courtiers et sociétés Import / Export

CA 2009: 123 679 K€

Estimation 10/09: +18,3 %



La mutation du comportement des acheteurs se poursuit. Leur visite se fait de plus en plus courte: une vingtaine de minutes dans deux cas sur trois contre plusieurs heures il y a quelques années.

L'année 2010 s'annonçait très positive pour le pavillon de la marée de Rungis, notamment entre le mois de mars et celui d'août, une période durant laquelle la hausse de tonnages s'avérait soutenue. Mais les grèves d'octobre ont mis à mal cette situation, que les intempéries climatiques de décembre ont fini de dégrader à l'approche de la période festive si importante pour ce secteur. Finalement, les arrivages enregistrés sur le pavillon sont restés à peu près stables: -0,6%, marquant une variation de 300 tonnes environ, soit l'équivalent seulement d'une bonne journée de vente.

Un bon niveau de prix

Sans ces deux accidents, 2010 aurait donc été une bonne année pour les produits de la mer et d'eau douce sur Rungis, avec une hausse de volume de l'ordre du millier de tonnes. Et ce dans un contexte où les prix, malgré des variations suivant les produits, se montraient bien orientés pour les opérateurs, à l'image du saumon tiré sur le marché mondial par les difficultés chiliennes où les élevages ont été décimés par une épidémie de virus d'anémie infectieuse. Une fois n'est pas coutume, les zones annexes d'entrepôts ont connu une baisse légèrement plus forte, de 1,5%, mais qui semble cependant plus le résultat d'une réorganisation des flux menés par d'importants opérateurs que d'un fléchissement préoccupant de leur activité. La répartition entre les produits d'origine française et ceux d'importation suit toujours la même tendance, plutôt favorable aux seconds (58,6% de l'ensemble des arrivages, en hausse

de 3,2% en 2010). Après plusieurs années difficiles, la consommation semble s'être stabilisée, en dépit des prix soutenus constatés sur le marché. À ce titre, le cas du saumon est exemplaire: malgré une flambée des cours, il est parvenu à se maintenir à 10 000 tonnes sur Rungis. Plus généralement, on note peu d'évolutions marquantes au sein des catégories de produits, avec des variations de faible amplitude.

La prime au haut de gamme

Ainsi, la baisse du thon (-7,9%) proviendrait des problèmes du thon rouge, bien qu'en l'occurrence, il s'agisse d'albacore. Inversement, les produits fins, fort prisés des restaurants, restent bien orientés comme le bar (+6,7%). On note aussi, au pavillon de la marée de Rungis, à l'instar d'autres secteurs du Marché, un vrai développement des produits biologiques d'élevage, notamment les crevettes de Madagascar ou les poissons comme le bar ou la daurade. Malgré les difficultés sanitaires à la production, les huîtres ont stabilisé leur tonnage, Rungis restant pour les mareyeurs un débouché haut de gamme à privilégier. Et les coquillages se sont bien portés, à commencer par les moules, dépassant les 6 000 tonnes avec une hausse de 6,8%. Certains crustacés ont également connu une bonne année, à l'instar du homard, américain généralement, en hausse de près de 35%. Malgré une hausse de 17,5%, la part des produits transformés reste faible sur le pavillon, tendant vers les 1 300 tonnes. Leur croissance peut provenir des périodes difficiles

où le poisson a pu manquer, durant le mois d'octobre notamment. Les poissons en filet restent en baisse (-4,6%), mais les statistiques d'arrivage ne reflètent qu'une partie de la réalité, les acheteurs – poissonniers ou restaurateurs – préférant faire fileter sous le pavillon un poisson entier qu'ils ont choisi lors de leur venue. Côté clients justement, la place de la restauration japonaise reste prépondérante, d'autant que ses acheteurs se montrent particulièrement actifs, en début de marché notamment. Ce concept de restauration s'est peu à peu imposé depuis quelques années, au point de compter près de 1 600 points de vente dans l'Hexagone.

Une mutation des comportements d'achat

Enfin, signe d'optimisme pour la marée, le pavillon a accueilli deux nouveaux opérateurs l'an dernier et un autre y a agrandi sa surface. Certes, la mutation du comportement des acheteurs se poursuit. Leur visite se fait de plus en plus courte: une vingtaine de minutes dans deux cas sur trois, contre plusieurs heures il y a quelques années. C'est la conséquence d'une évolution de la nature des transactions – moins de négociations orales, plus de commandes –, de la baisse des effectifs qui augmente la charge de travail des acheteurs et aussi, sans doute, d'un changement de génération. Résultat: la vente démarant à deux heures du matin s'effectue plus rapidement, signifiant un écoulement plus efficace des marchandises. Et la fréquentation se maintient, comme les volumes achetés.

CONJONCTURE

ENTRE MAINTIEN DES VOLUMES ET REPRISE DES PRIX

«Après une année 2009 assez mauvaise, tant en termes de prix que de volumes, 2010 aura été une bonne année pour la filière pêche», explique Marion Fischer, chargée d'études économiques pour ce secteur chez FranceAgriMer. Au niveau de la production, «les prix ont observé une légère reprise et les volumes vendus ont augmenté avec la baisse des quantités retirées poursuit-elle, à l'exception

de très faibles captures de sardines et de maquereaux, en Méditerranée notamment». La pêche à l'anchois a été rouverte dans le golfe de Gascogne et les céphalopodes profitent toujours de bons volumes (+ 43 % pour la seiche surtout) et de prix portés par une demande bien orientée, tant sur le marché intérieur qu'à l'export. «Cela compense la baisse d'autres espèces», remarque Marion Fischer.

Car 2010 aura également permis à la consommation de retrouver sa tendance de fond. Après un rebond en 2009, les produits frais repartent à la baisse (-4 %), pénalisés par une hausse des prix de 7 %. Le saumon pèse lourd dans cette tendance avec des prix en hausse de 17 % et des volumes en baisse de 7 %. Ces hausses de prix ayant été peu répercutées dans leur prix

de vente, les produits transformés – traiteur surtout, mais surgelés également – ont repris leur croissance, le surimi en tête avec des achats des ménages en hausse de 20 %. Plus généralement, «ce sont les importations qui comblent le déficit entre une offre stabilisée et une demande croissante», conclut Marion Fischer.

48 entreprises
dont:
32 grossistes
16 courtiers et sociétés d'Import/Export

836 employés
dont:
768 chez les grossistes
68 chez les courtiers et sociétés d'Import/Export



ARRIVAGES

Produits de la mer
et d'eau douce

(en tonnes)

Variation
2010/2009

167 107

- 1,2 %

Pavillon

63 030

- 0,6 %

Zones annexes

104 077

- 1,5 %

Les produits laitiers et traiteur

Le secteur le plus diversifié du Marché de Rungis a connu une année 2010 en demi-teinte pour les produits laitiers, en fromages notamment. Mais les produits traiteur conservent leurs volumes, avec quelques catégories en croissance.



1 314 078^{K€}

chiffres d'affaires 2009

Estimation 2010/2009 : +1,6 %



66% **Grossistes**

CA 2009 : 870 587 K€
Estimation 10/09 : +5,6 %

50% **en produits laitiers**

CA 2009 : 435 210 K€
Estimation 10/09 : +0,4 %

50% **en produits traiteur**

CA 2009 : 435 377 K€
Estimation 10/09 : +5,2 %

34% **Courtiers et sociétés
Import / Export**

CA 2009 : 443 491 K€
Estimation 09/08 : -1,8 %

57% **en produits laitiers**

CA 2009 : 251 207 K€
Estimation 10/09 : NC

43% **en produits traiteur**

CA 2009 : 192 284 K€
Estimation 10/09 : -1,8 %



L'activité des fromages reste dynamisée durant l'essentiel de l'année par certains flux à l'export, à destination des pays scandinaves entre autres.

Les arrivages du secteur ont légèrement baissé de 0,9% en 2010, à un peu plus de 166 000 tonnes. Les produits laitiers et avicoles ont connu une année peu favorable, affichant des volumes de 66 000 tonnes, en baisse de 2,6%. Les fromages diminuent de 3,6%, passant sous la barre de 29 000 tonnes. En représentant 86,5%, les fromages au lait de vache ont connu une diminution sensible, pénalisés notamment par la contre-performance des pâtes pressées cuites (-6,9%), tandis que les fromages frais restent la catégorie la moins baissière (-1,3%). Les autres familles de fromages, aux volumes plus modestes, s'avèrent plus stables en général.

Si les laits liquides ou en poudre restent également à des volumes identiques à ceux de 2009 (14 500 tonnes environ), les produits ultrafrais – yaourts et desserts lactés – ont chuté de 15,8% à 4 200 tonnes, leur perte représentant à elle seule la moitié de la diminution des arrivages sur le secteur. À près de 4 000 tonnes, les beurres ont également connu une année défavorable, avec des volumes en baisse de 7,3%, tandis que les crèmes se sont stabilisées à un peu plus de 4 400 tonnes. Enfin, les œufs ont connu une reprise de leurs volumes de 4%, pour atteindre les 9 500 tonnes.

Les produits traiteur résistent

En comparaison, les produits traiteur sont parvenus à bien maintenir leurs

volumes avec des arrivages en très légère hausse, 0,2%, dépassant les 100 000 tonnes. Deux familles de produits tirent particulièrement bien leur épingle du jeu : les fruits et légumes (4^e et 5^e gammes notamment), avec une hausse de 5,5% à près de 25 000 tonnes, et les produits congelés ou surgelés, avec une croissance identique, à plus de 23 000 tonnes. Les produits à base de poisson, surimi notamment, progressent également pour dépasser les 2 200 tonnes.

En revanche, les produits à base de viande perdent 4%, restant toutefois au-dessus de la barre des 10 000 tonnes, les charcuteries et salaisons, qui en constituent 60% environ, diminuant de 3,7%. Les huiles ont connu une mauvaise année, avec des arrivages en baisse de 14,5%, inférieurs à 1 300 tonnes, de même que les produits élaborés frais, qui diminuent de 7,1%, aux alentours de 2 000 tonnes. Enfin, les produits de conserve et d'épicerie ont cédé 5,3%, à un peu plus de 10 000 tonnes, et les boissons, 3,7%, passant sous les 24 000 tonnes.

L'activité soutenue par les opérations promotionnelles

Si les beurres, malgré la concurrence allemande voire polonaise, ont été portés par la forte demande des pays de l'Est durant le troisième trimestre, l'activité des fromages reste dynamisée durant l'essentiel

de l'année par certains flux à l'export, à destination des pays scandinaves entre autres. En 2010, l'offre de fromages a souvent été abondante – en munsters, en bleus ou en camemberts notamment –, encourageant une activité promotionnelle intense pour favoriser la demande. Une demande traditionnellement forte sur le Marché en produits d'hiver comme la raclette, le reblochon ou le mont-d'or. Au printemps, la production de chèvre a rencontré aussi une bonne demande, de même que les mozzarellas ou les fromages frais. À noter également, en œufs, le succès des petits calibres vendus en plateau à la grande distribution.

Le secteur des produits laitiers a été l'occasion, à la fin de l'année 2010, d'une opération « Semaine suisse » à Rungis. Menée par Switzerland Cheese Marketing en partenariat avec Stratégie Gourmet, l'initiative mettait en avant les différents fromages helvètes sous signe de qualité. Une dizaine d'entreprises du Marché y ont participé, avec des animations costumées et un tirage au sort permettant de gagner de nombreux lots. Auparavant, Stratégie Gourmet avait organisé, début septembre, une nouvelle opération des « 41^e Rugissants » avec Les Compagnons Fromagers (groupe Lactalis).

CONJONCTURE

LE MARCHÉ LAITIER : APAISEMENT INTÉRIEUR, DÉFIS INTERNATIONAUX

« La conjoncture s'est améliorée pour les producteurs et les transformateurs durant l'année 2010 », résume Benoît Rouyer, chef du service Économie du Cniel (Centre National Interprofessionnel de l'Économie Laitière). Après une chute des prix en 2009, leur remontée pose désormais toutefois la question de sa répercussion en aval. D'autant que les charges à la production augmentent,

du fait notamment de la hausse des prix de l'aliment du bétail. Pendant ce temps, le marché évolue différemment suivant les catégories de produits : reprise des volumes en produits ultrafrais et en fromages, mais plus grande difficultés sur le lait liquide et les beurres. « Les fondamentaux offre-demande sont plutôt bons estime Benoît Rouyer,

mais la volatilité des prix va perdurer », prévient-il. Autre signe encourageant, le rebond des exportations, passées de 4,8 à 5,5 milliards d'euros de 2009 à 2010, permet de dégager un excédent de près de 3 milliards. Et, avec une part de marché de l'ordre de 20 % à 25 %, l'Union Européenne est au deuxième rang mondial, derrière la Nouvelle-Zélande.

« Face à la demande croissante des pays émergents, la France dispose d'atouts qui donnent à ses productions la capacité de se positionner sur le marché mondial assure Benoît Rouyer. Mais les prix n'y sont pas garantis, ce qui suppose de diluer les charges par la hausse des volumes, à l'image de ce que réalisent nos voisins allemands. »

123

entreprises

dont :

68 grossistes : 32 en produits laitiers, 36 en produits traiteur.

55 courtiers et sociétés d'Import/Export :

6 en produits laitiers, 49 en produits alimentaires divers.

1 571

employés

dont :

1 366 chez les grossistes : 458 en produits laitiers, 908 en produits traiteur.

205 chez les courtiers et sociétés d'Import/Export :

51 en produits laitiers, 154 en produits alimentaires divers.



ARRIVAGES

(en tonnes) Variation 2010/2009

Produits laitiers et traiteur	166 312	- 1 %
Produits laitiers et avicoles	66 087	- 2,6 %
Produits traiteur et d'alimentation générale	100 225	+ 0,2 %

NDLR : les arrivages en tonnes évoqués dans ce rapport ainsi que leurs évolutions par rapport à l'année précédente sont ceux du marché physique de Rungis. Ils intègrent des volumes déclarés par les grossistes et producteurs sur carreau, mais ne prennent pas en compte les activités logistiques en entrepôts.

Horticulture et décoration

Sur le Marché, ce secteur est resté le plus pénalisé par les difficultés économiques en 2010. Le mauvais climat printanier a également été un handicap. Pourtant, l'offre conserve sa variété. Et des opérateurs ont choisi de s'agrandir.

214 071 K€

chiffres d'affaires 2009

Estimation 2010/2009: -0,9%



92% Grossistes

CA 2009: 197 110 K€
Estimation 10/09: NC

33% en plantes

CA 2009: 65 365 K€
Estimation 10/09: NC

67% en fleurs coupées, feuillages

CA 2009: 131 745 K€
Estimation 10/09: NC

7% Producteurs

CA 2009: 14 000 K€
Estimation 10/09: NC

1% Courtiers et sociétés Import / Export

CA 2009: 2 961 K€
Estimation 10/09: NC



La rose demeure la fleur «star» du Marché, dont les plus de 70 millions de tiges accaparent plus du tiers des volumes de fleurs coupées.

En 2010, les fleurs coupées, le plus important sous-secteur des pavillons horticulture et décoration du Marché de Rungis, se sont stabilisées autour des 200 millions de tiges. Il s'agit toutefois du secteur du MIN le plus impacté par les difficultés conjoncturelles. Après 2009, les fleurs ont continué à subir les conséquences de la crise: elles relèvent de l'achat plaisir, mais sont souvent considérées comme moins nécessaires, en comparaison avec les produits alimentaires.

Dans ce contexte, on a relevé peu d'évolutions notables suivant les produits. La rose demeure la fleur «star» du Marché, dont les plus de 70 millions de tiges accaparent plus du tiers des volumes de fleurs coupées. Suivent les tulipes, avec plus de 11,6 millions de tiges, et les chrysanthèmes à 10 millions. Mais ces derniers subissent la désaffection progressive pour la commémoration des défunts, à la période de la Toussaint. Toutefois, d'autres événements festifs viennent soutenir l'activité du marché horticole, à commencer par la Saint-Valentin, ou la Fête des grand-mères dont l'importance s'accroît d'année en année.

Résister à la pression concurrentielle

De plus, des niches restent porteuses, à commencer par celles des fleurs exotiques, quand elles permettent de se différencier des offres standard. Par ailleurs, certains opérateurs profitent de leur travail en direct avec la production pour restaurer leurs

marges. La concurrence est rude et, à terme, focalise toujours les échanges sur la seule question des prix, avec naturellement une pression à la baisse. D'autant qu'avec 80% des arrivages sur le Marché, dont plus de 65% pour la seule origine néerlandaise, la part des produits importés reste prépondérante, à l'image du marché français dans son ensemble.

À noter que les feuillages, famille voisine des fleurs coupées, voient leurs volumes augmenter assez nettement, de presque 15%. Mais cet essor pourrait justement être en partie le fruit de la conjoncture économique et de la pression sur les prix: pour les fleuristes, ils constituent un moyen complémentaire d'étoffer un bouquet à moindre coût.

Les plantes et la décoration

Deuxième sous-secteur de l'horticulture et de la décoration à Rungis, les plantes en pot ont connu une année difficile, terminant 2010 avec des volumes en baisse de 15%. Une contre-performance qu'il convient de relativiser: en 2009, les volumes étaient au contraire à la hausse (+11,3%). En réalité, les plantes en pot restent fortement tributaires de la saison printanière. En 2010, les mauvaises conditions climatiques ont découragé nombre de jardiniers, qu'ils soient amateurs (dans les jardins pavillonnaires ou sur les balcons) ou professionnels – collectivités locales notamment –, de réaliser de nouvelles plantations. Résultat: un million de pots de moins sur le Marché aux mois d'avril et de mai.

Mais, les plantes vertes, destinées aux intérieurs, connaissent en revanche un sort meilleur, plus proche de celui des fleurs coupées.

Troisième sous-secteur enfin, la décoration ne peut faire l'objet des mêmes statistiques d'arrivages que les produits de l'horticulture. L'observation de l'évolution des chiffres d'affaires entre 2008 et 2009 révèle toutefois que cette activité souffre également d'une conjoncture défavorable, alors qu'elle avait le vent en poupe les années précédentes. Un élément qui permet d'espérer que la pause observée dans la croissance de ce domaine ne sera que momentanée, tant son attrait grandissait précédemment.

Un troisième îlot de vente

En 2010, le pavillon des fleurs coupées – le C1 – a été marqué par la construction d'un nouvel îlot central occupé par quatre grossistes, dont trois en ont profité au passage pour augmenter leur surface. Grâce à cette restructuration, la SEMMARIS (*voir aussi en rubrique Investissements*) leur a offert un outil fonctionnel, assorti d'un espace frigorifique de plain-pied facilitant les opérations de manutention, en début et en clôture de marché notamment. Dotées de bureaux bien équipés, apportant notamment un confort supplémentaire au personnel, ces surfaces offrent des capacités nouvelles aux opérateurs, tout en valorisant mieux les produits et en apportant une dynamique pour le pavillon.

CONJONCTURE

LA TENDANCE « JARDIN » RESTE PORTEUSE

« En 2010, les achats des particuliers en végétaux d'ornement ont progressé de 2 % en valeur, à 3,3 milliards d'euros environ », indique Jean-Marc Rouvier qui suit notamment la conjoncture horticole au sein de l'Unité cultures et filières spécialisées de FranceAgriMer. Ces achats sont suivis à travers un panel réalisé par TNS Sofres pour le compte de FranceAgriMer et de Val'Hor. Les achats de végétaux d'intérieur (dont les fleurs coupées et les plantes fleuries)

ont augmenté de 1,5 % en valeur, pour rester stables en volume : après un bon premier trimestre, le second semestre s'est avéré moins dynamique, « notamment avec les grèves d'octobre qui ont affecté les ventes de chrysanthèmes à la Toussaint », précise-t-il. Les achats de plantes fleuries en pot ont progressé de 2,3 % en volume et de 3,5 % en valeur, les achats de bottes de fleurs préparées, stables en quantité, ont progressé de 5,7 % en valeur. A contrario, les achats

de fleurs coupées à la pièce continuent de reculer (-8,9 % en volume et -2,6 % en valeur). Les végétaux d'extérieur (dont les plantes à massif ou les plantes vivaces) ont connu une meilleure année avec une progression de +3,2 % en valeur, à près d'un milliard d'euros, pour une croissance en volume de 3,7 %. « Les plantes à massif tirent le marché avec une hausse de 5,9 % en valeur », explique Jean-Marc Rouvier, d'autant que « la tendance "jardin"

reste porteuse ». Côté production, le nombre d'entreprises diminue régulièrement année après année, de près de 5 % en moyenne. Côté commerce extérieur, le secteur demeure structurellement déficitaire, en particulier en fleurs coupées et en plantes d'intérieur : en 2010, les importations ont atteint 1,13 milliard d'euros, pour des exportations de seulement 145 millions.

167 entreprises
dont :
73 grossistes: 11 en plantes,
62 en fleurs coupées, feuillages.
91 producteurs,
3 courtiers et sociétés d'Import/Export.

460 employés
dont :
363 chez les grossistes: 70 en plantes,
293 en fleurs coupées, feuillages.
91 chez les producteurs,
6 chez les courtiers et sociétés d'Import/Export.



ARRIVAGES

Variation
2010/2009

Fleurs coupées ⁽¹⁾	200 362	+ 0,6 %
Plantes en pot ⁽²⁾	15 707	- 15,0 %

(1) en milliers de tiges

(2) en milliers de pots



L'œil
d'Alain Goulard



2010, année des MOF à Rungis

Parce qu'elles partagent les valeurs de qualité, de plaisir et de transmission du Marché de Rungis, la Société des Meilleurs Ouvriers de France et la Fédération Nationale des Détaillants en Produits laitiers ont naturellement choisi Rungis pour les qualifications au 4^e concours du MOF Classe Fromager. Retour sur une journée consacrée au savoir-faire et à l'excellence...

SEMMARIS

1, rue de la Tour - BP 40316 - 94152 Rungis Cedex
www.rungisinternational.com



Imprimé dans le Val-de-Marne par SIO, sur papier Condat Silk, certifié FSC et PEFC. Conception et réalisation : **eurolap** Photos : SEMMARIS, J.-P. Lefret, E. Frot, D. Bensard, A. Goulard, Rédaction : ICAAL.

RAPPORT ANNUEL SEMMARIS
exercice

2010

Savoir-faire

Semmaris

- 1 Composition du Comité de Direction
- 2 Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale
- 7 Résultats financiers des cinq derniers exercices
- 8 Mandats ou fonctions exercés
- 11 Evolution des chiffres clés
- 12 Bilan
- 14 Compte de résultat
- 15 Flux de trésorerie
- 16 Annexe au bilan et au compte de résultat
- 28 Rapport général des Commissaires aux comptes.

Composition du Comité de Direction

au 1^{er} janvier 2011



De gauche à droite, en haut :

Christophe Acar

Directeur de l'Exploitation
et de la Maintenance

David Bourganel

Directeur Marketing
et Communication

Alain Perrier

Directeur des Affaires
Economiques et Foncières

Éric Amoros

Directeur des Finances
et du Contrôle de Gestion

De gauche à droite, en bas :

Francis Lefèvre

Secrétaire Général

Georges Pasqui

Directeur Général Adjoint,
Directeur du Marché

Marc Spielrein

Président-Directeur Général

Vincent Isnard

Directeur des Investissements

Actionnariat

Altarea	33,34%
Etat	33,34%
Ville de Paris	13,19%
Département du Val-de-Marne	5,60%
Caisse des Dépôts et Consignations	4,60%
Professionnels et divers	9,93%

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

L'ACTIVITE DU MARCHÉ INTERNATIONAL DE RUNGIS

L'année 2010 a été marquée par une hausse significative du prix de la plupart des productions agricoles qui a eu un effet positif sensible sur le revenu des agriculteurs après, il faut le rappeler, deux années noires 2008 et 2009. Cette hausse a été largement répercutée sur les consommateurs aujourd'hui souvent inquiets à propos de l'évolution de leur pouvoir d'achat.

La conjoncture économique d'ensemble a été meilleure qu'on ne pouvait le craindre en début d'année 2010 avec une croissance du PNB de 1,5%. Cependant, les mouvements sociaux à l'occasion de la réforme des retraites et les chutes de neige du mois de décembre ont eu un impact négatif, notamment sur les ventes de fin d'année. Dans ce contexte complexe, les entreprises du Marché ont fait la preuve de leur savoir-faire en confortant globalement leurs parts de marchés dans la distribution alimentaire.

Le régime des périmètres de référence des Marchés d'Intérêt National a fait l'objet en juillet 2010 d'une importante modification législative transformant le régime précédent de dérogations en un régime d'autorisations préalables pour des ouvertures d'implantations de commerce de gros comportant plus de 1 000 m² de surface de vente de produits protégés. Le vote de ces nouvelles dispositions a fait l'objet d'un débat législatif et public très vif dans la mesure où un amendement d'origine parlementaire, finalement repoussé, prévoyait la disparition pure et simple des périmètres. Les nouvelles dispositions sont assorties d'une clause de rendez-vous législatif pour la fin de 2012.

Le nombre total d'entrées sur le Marché a été de 6 621 564, en augmentation de 0,5% par rapport à 2009. Le nombre d'entrées d'acheteurs a été de 1 187 785 en diminution de 1,5% par rapport à 2009. Une baisse de 7,5% a été constatée pendant le mois de décembre en raison des conditions de circulation difficiles.

Au cours de l'exercice 2010, 24 procédures collectives ont affecté des entreprises du Marché (27 procédures en 2009).

En fin d'exercice, le taux d'occupation du domaine immobilier atteignait 93,74% (95,29% à fin décembre 2009).

LES COMPTES DE LA SEMMARIS

Le chiffre d'affaires

Il a été de 89,471 M€, en augmentation de 2,3% par rapport à 2009. Ses principales composantes ont varié de la façon suivante:

Le produit des droits d'accès et de stationnement s'est élevé à 10,36 M€ soit +1,5% par rapport à 2009.

Les produits sur charges et ventes d'eau et d'électricité ont été de 25,27 M€, soit +2,9% par rapport à 2009.

Le produit des saisies, les locations de matériel et de l'exploitation du point E, hors travaux refacturés, ont été de 1,09 M€ contre 0,47 M€ en 2009 en raison des nouvelles règles d'exploitation mises en vigueur en 2010.

Les redevances homologuées ont rapporté 34,15 M€ en 2010 contre 34,39 M€ en 2009, les tarifs étant restés inchangés.

Les redevances indexées se sont montées à 14,40 M€ soit une augmentation de 1,1% à mettre en rapport avec une variation de l'Indice du Coût de la Construction de -4,1%.

L'annuité 2010 des Droits de Première Accession (DPA) étalés a représenté 785 K€ (677 K€ en 2009).

La remise pour prélèvement automatique a engendré une réduction de recettes de 1,31 M€ montant sensiblement identique à celui de 2009.

Les charges d'exploitation

Les achats et services extérieurs (hors charges sur sinistres et travaux refacturés) se sont élevés à 38,40 M€ contre 38,70 M€ en 2009, soit une diminution de 0,8%.

Les principales variations par rapport à 2009 concernent:

- Le nettoyage du Marché (-69 K€) dont la charge diminue pour la première fois depuis plusieurs années.
- Les dépenses d'entretien-réparations-maintenance-petits travaux (-127 K€).
- Les honoraires qui ont diminué de 10,1%, soit - 180 K€ par rapport à 2009.
- Les dépenses de promotion du marché qui ont diminué de 340 K€ par rapport à 2009, année du 40^e anniversaire du Marché.

Les charges de personnel ont représenté 15,43 M€, en augmentation de 3,3% par rapport à 2009. Les rémunérations, hors indemnités de licenciement, ont été de 9,71 M€ (+2,8% par rapport à 2009).

Les impôts et taxes se sont montés à 1 015 K€ (+8,5% par rapport à 2009) en raison essentiellement de la réforme de l'ex taxe professionnelle.

La dotation aux amortissements et provisions a été de 22,67 M€ (22,48 M€ en 2009). Les amortissements du domaine concédé ont progressé de 2,3% tandis que les provisions de caducité ont augmenté de 0,6%. Les provisions pour dépréciation de créances ont significativement diminué pour atteindre 127 K€ (0,14% du chiffre d'affaires) contre 427 K€ en 2009 et 406 K€ en 2008.

Les résultats

En définitive, l'excédent brut d'exploitation s'est élevé à 33,65 M€ (37,6% du chiffre d'affaires) contre 32,64 M€ en 2009 (37,3% du chiffre d'affaires). Le résultat brut d'exploitation atteint 11,37 M€ contre 11,35 M€ en 2009. Le résultat de 2009 avait bénéficié d'une facturation significative d'honoraires de maîtrise d'ouvrage déléguée réalisée par la SEMMARIS.

Le résultat financier (hors dividende de Paris Rungis International) a été de 0,28 M€ (contre 0,13 M€ en 2009). Les frais financiers ont représenté 1,1% du chiffre d'affaires comme en 2009.

La trésorerie moyenne disponible a été de 54,14 M€ contre 45,35 M€ en 2009 en raison de l'emprunt de 15 M€ réalisé en avril 2010. Son rendement financier moyen a été de 2,23% (2,40% en 2009 et 4,20% en 2008).

Le résultat courant avant impôts sur les sociétés est de 13,08 M€ à comparer à 13,01 M€ en 2009, 10,01 M€ en 2008 et 8,36 M€ en 2007.

Le résultat sur opérations exceptionnelles se monte à 1,33 M€. Il correspond pour l'essentiel à des ventes de DPA notamment dans les bâtiments I9, V1M, A2, E4 et A4.

Par ailleurs, des produits et charges exceptionnels équilibrés ont été comptabilisés pour la cession

de l'installation de froid du pavillon V1G (pour 1,9 M€) et pour la réfection de la résine du sol du bâtiment A4 (pour 0,33 M€) intégralement couverte par les indemnités d'assurance.

La SEMMARIS acquittera un impôt sur les sociétés de 4,38 M€ équivalent à 31,5% du résultat net comptable avant impôt.

Le résultat net comptable est de 9,53 M€ (+6,5% par rapport à 2009).

Le bilan

L'examen du bilan fait apparaître une situation nette au 31 décembre 2010 de 69,45 M€ avant répartition des résultats de l'exercice 2010.

La capacité d'autofinancement de l'exercice est de 32,04 M€ (31,63 M€ en 2009 et 28,97 M€ en 2008).

Les cautions reçues des clients (en numéraire et cautions bancaires) atteignent 20 M€, soit 25,3% du chiffre d'affaires hors droit d'accès et de stationnement.

La trésorerie nette des dettes financières était de 3,21 M€ au 31 décembre 2010.

Affectation du résultat

Il est rappelé que les dividendes distribués au cours des trois derniers exercices ont été les suivants :

■ 2009 : 9,20 € par action, soit une distribution totale de 3 558 017 €

■ 2008 : 7,50 € par action, soit une distribution totale de 2 900 558 €

■ 2007 : 6,05 € par action, soit une distribution totale de 2 339 783 €

Pour l'exercice 2010, il sera proposé à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 10,90 € par action, représentant une distribution totale de 4 215 476,90 € et l'affectation au report à nouveau de 5 316 433,44 € représentant le solde du résultat net de l'exercice.

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

Informations relatives aux délais de règlement de nos fournisseurs

Conformément aux dispositions du Code de commerce (Art. D. 441-4), la décomposition des dettes fournisseurs au 31 décembre 2010 et 2009 est présentée ci-dessous (en K€) :

En K€	Total		Echéances échues (litiges)		Echéances à 30 jours		Echéances à 60 jours	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Fournisseurs de biens et services	8 014,7	6 666,5	416,7	432,7	4 686,1	2 985,8	2 911,9	3 248,0
Comptes rattachés	2 063,2	2 166,7						
Sous-total	10 077,9	8 833,2						
Fournisseurs d'immobilisations	9 322,0	4 995,0	445,3	321,5	6 137,0	1 868,3	2 739,8	2 805,2
Comptes rattachés	5 611,7	1 915,0						
Sous-total	14 933,7	6 910,0						

La Loi de Modernisation de l'Economie n° 2008-776 du 4 août 2008 a fixé des nouveaux maxima pour les délais de règlement interentreprises pour toutes les transactions conclues à partir du 1^{er} janvier 2009. Sauf accords dérogatoires temporaires concernant quelques secteurs d'activités, le délai convenu entre les parties ne peut dépasser 45 jours fin de mois ou 60 jours à compter de la date d'émission de la facture.

Nos conditions générales d'achats ont été revues et ajustées pour répondre à cette nouvelle réglementation. A compter du 1^{er} janvier 2009, elles ont été fixées à 45 jours fin de mois de la date de la facture.

Au titre de la négociation salariale annuelle, un accord d'entreprise a été signé qui prévoit notamment des augmentations de la valeur du point de 1% au 1^{er} mai et de 0,5% au 1^{er} octobre.

Une réserve de participation de 501 K€ a été constituée au titre de l'exercice 2010. Une somme de 408 K€ sera versée au titre de l'intéressement.

La capitalisation totale du Plan d'Epargne d'Entreprise était de 3,47 M€ à fin 2010 et l'abondement versé par la SEMMARIS à ce plan a été de 224 K€ en 2010.

BUREAUX RUNGIS INTERNATIONAL (BRI)

Le chiffre d'affaires réalisé par BRI, filiale à 100% de la SEMMARIS, a été de 2,37 M€ en 2010 correspondant au loyer versé par la SEMMARIS pour l'ensemble des 21 141 m² de surfaces louables.

En contrepartie, les loyers et charges perçus par la SEMMARIS auprès des occupants se sont élevés à 3,62 M€.

Fin 2010, le taux d'occupation des locaux de BRI était de 79,35% (contre 87,13% à fin 2009 et 90,34% à fin 2008).

L'avance en compte courant de la SEMMARIS à BRI a donné lieu à une rémunération de 17 K€. BRI a remboursé 363 K€ sur cette avance dont le montant est de 2,23 M€ à fin 2010.

LA POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES DE LA SEMMARIS

L'effectif mensuel moyen a été de 211,7 salariés en 2010 soit (-0,3% par rapport à 2009). Le taux d'absentéisme moyen - hors congés de maternité - s'est élevé à 3,81% (contre 4,2% en 2009 et 3,04% en 2008).

Une somme de 192 K€ représentant 2% de la masse salariale a été dépensée pour la formation professionnelle (3,1% en 2009 et 3,01% en 2008).

LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS DE 2010

Le montant total des investissements réalisés en 2010 a été de 39,6 M€, un peu en retrait par rapport à un budget de 47,9 M€. Les diverses rubriques de ce programme concernent :

La mise aux normes d'hygiène alimentaire

Le chantier de la rénovation du sous-secteur de la volaille, engagé en 2009, s'est activement poursuivi en 2010. Le montant des engagements de 2010 a été de 14,1 M€. La mise en service des nouvelles installations est prévue en avril 2011.

Le maintien du niveau technique de l'outil

■ Terminal ferroviaire: divers travaux de finition ont été réalisés pour un montant de 1,24 M€.

■ Tramway RATP: les travaux d'aménagement de la plateforme du tramway prolongeant la ligne de métro n°7 de Villejuif vers l'aéroport d'Orly et le département de l'Essonne sur l'emprise du MIN se sont poursuivis en 2010. A ce titre, la SEMMARIS qui agit en qualité de maître d'ouvrage délégué a engagé 1,49 M€, intégralement pris en charge par le Syndicat des Transports

d'Ile de France et la RATP. La nouvelle station de péage de la porte de RUNGIS a été mise en service en mars 2011.

- La station de péage de la Porte de Thiais a été entièrement réaménagée pour un montant immobilisé de 0,65 M€.
- Les travaux sur les réseaux techniques (électricité, chauffage, vidéosurveillance...) se sont élevés à 1,07 M€.
- Les travaux de sécurité (incendie et ascenseurs) ont été immobilisés à hauteur de 0,78 M€.
- Route de Chevilly: les parkings de la partie nord-est de la zone A ont été totalement réaménagés pour un montant de 1,64 M€. A cette occasion, des places de parking privatives et payantes ont été mises en place.

Restructuration de locaux non loués ou mal occupés

- Bâtiment C1: un nouvel îlot a été construit à l'intérieur du bâtiment pour accueillir quatre grossistes en fleurs coupées; l'investissement a représenté 0,79 M€, partiellement financé par la perception de DPA.

Le soutien au marché physique

- Création d'un parking couvert: un parking couvert de 164 places a été créé pour les clients du bâtiment C1 pour un montant de 1,1 M€.
- Sous-sols du bâtiment B3: une moitié du sous-sol du bâtiment B3 a été réaménagée pour créer 18 cellules de 100 m² alimentées par une production de froid collective, destinées à des clients du Marché pour leur permettre des opérations de groupement et d'allotissement de leurs achats sur le Marché. Cet investissement a atteint 2,15 M€.

Densification et nouvelles offres immobilières

- Entrepôt DE1 sur la zone Euro-Delta: la construction de cet entrepôt, occupant le dernier emplacement disponible sur la zone a été activement poursuivie en 2010. Le bâtiment a été livré le 30 décembre 2010 au client UNIVEG. Après réalisation des travaux privatifs, il sera mis en service le 1^{er} avril 2011. Les investissements de l'exercice s'élèvent à 7,6 M€ pour un coût de construction total de 8,6 M€.
- Plateforme logistique VG2: cette plateforme attenante au nouveau pavillon de la volaille a été réalisée en 2010 pour un montant d'investissement de 3,5 M€. Concédée à la SOMAVOG, elle sera mise en service en même temps que le nouveau pavillon de la volaille.

LES ACTIVITES INTERNATIONALES

La SEMMARIS a poursuivi ses missions de consultant en Chine et en Inde, mais aussi en Ukraine et en Belgique.

En Chine, Rungis Consultant a poursuivi, en liaison avec notre partenaire *Shenzhen Agricultural Products Company* (SZAP), les études de faisabilité, de plan masse et de plan d'affaires pour le marché de Xi Jiao à Tianjin. De nouvelles opérations ont été identifiées à Changsha et à Luizhou. La mise en service du Marché de Nanning, un peu retardée, devrait avoir lieu en 2011.

En Inde, la SEMMARIS a signé en juin 2010 un important contrat d'étude avec le ministère de l'Agriculture de l'Etat de l'Haryana pour l'étude et la maîtrise d'œuvre d'un marché de gros à Ganaur. Les études ont démarré dès septembre 2010.

Pour la Belgique, Rungis Consultant a réalisé en 2010 pour le Marché Matinal de Bruxelles l'étude d'un plan de modernisation et de rénovation de l'ensemble du Marché.

Pour l'Ukraine, Rungis Consultant a finalisé une étude de faisabilité, de plan masse et de plan d'affaires pour une plateforme agroalimentaire sur un terrain situé dans la banlieue ouest de Kiev. Ce dossier doit permettre la recherche d'investisseurs.

Le total des honoraires encaissés a été de 90 K€.

Par ailleurs, une convention d'actionnaires a été signée en avril 2010 avec SZAP pour la création d'une société mixte sino-française appelée *Shanghai Rungis Market Management Company*.

Cette société a été enregistrée auprès des autorités chinoises de Shanghai et a obtenu sa licence d'exploitation en juin 2010.

Le capital de cette société est de 12 M Yuans et la SEMMARIS en détient 33,4%. Un cinquième du capital a été appelé en juillet 2010.

L'objet de cette société est de réaliser des études de conception de nouveaux marchés de gros en Chine et de prendre en charge leur exploitation.

LE PROGRAMME DE MARKETING STRATEGIQUE

Les actions menées en 2010 s'inscrivent dans le cadre du plan Marketing & Communication 2008-2010. Les enjeux du programme triennal ont eu cette année trois déclinaisons: Vision d'avenir Rungis, Bienvenue à Rungis! et Rungis Green Business.

64 actions ont ainsi été pilotées ou co-pilotées en 2010 par la Direction Marketing & Communication.

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

Le bilan du programme 2008-2010 est largement positif :

- la marque a continué de gagner en visibilité : +4 % de notoriété et +8 % d'image positive auprès des français depuis 2001, plus de 3 200 retombées médias chaque année et près de 50 % des acheteurs qui déclarent se servir de la marque Rungis dans leur communication.
- de nombreuses études stratégiques, ainsi que la mise en place d'outils de suivi de la fréquentation physique et de relation client, ont participé à mieux anticiper et analyser les évolutions de l'environnement.
- des actions de promotion spécifiques ont permis d'accompagner la croissance en province et à l'international : ce sont les clients non franciliens qui connaissent les taux de transformation les plus importants grâce à des actions de marketing direct ciblées ; l'image et le statut de leader de Rungis ont été renforcés à l'international par la présence sur de nombreux salons et des partenariats avec des marchés de gros référents en Europe.

LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux préliminaires de la ligne de tramway T7 reliant Villejuif à l'Aéroport d'Orly et à Athis-Mons et Juvisy se sont poursuivis.

Le projet de métro automatique du Grand Paris offre de nouvelles perspectives de desserte du Marché de Rungis par la création d'une station située à la Porte de Thiais sur la ligne nord-sud qui reliera les Aéroports d'Orly et de Roissy à la Gare de Lyon par prolongation de la ligne n°14.

Eau et assainissement

La consommation d'eau a poursuivi sa baisse tendancielle avec des achats d'eau par la SEMMARIS de 907 500 m³ (-2,9 % par rapport à 2009).

45 conventions de rejet ont été signées avec des opérateurs du Marché dans le cadre du Règlement d'assainissement du MIN.

Par ailleurs, un volume de 1 303 m³ de rétention des eaux pluviales sur la parcelle a été créé sur le MIN à l'occasion de la construction de nouvelles installations ou de la modernisation de bâtiments existants. Cette rétention sur la parcelle permet de limiter le débit des eaux de ruissellement envoyées vers le collecteur de Choisy en cas de fortes pluies.

Energie

Divers travaux permettant de limiter la consommation d'électricité des installations de production de froid gérées par la SEMMARIS ont été réalisés en 2010.

Par ailleurs, la SEMMARIS a entrepris l'étude de la refonte du réseau d'éclairage public du MIN. Cet investissement devrait permettre, à qualité d'éclairage constant, de diminuer de façon significative la consommation électrique.

Froid

Le passage des HCFC au CFC en tant que fluide frigoporteur s'est poursuivi en 2010. La proportion des installations utilisant le nouveau fluide est de 70 % à fin 2010.

Déchets

En 2010, l'activité du MIN a engendré la production de plus de 56 000 tonnes de déchets. La valorisation des déchets, source d'énergie, est désormais bien installée sur le Marché avec près de 7 000 tonnes de bio-déchets traitées par un processus de méthanisation (bio-gaz), plus de 30 000 tonnes incinérées produisant et distribuant de la chaleur et près de 19 000 tonnes dirigées vers les différentes filières de recyclage matière.

Après une année 2009 marquée par la mise en place d'un système de conteneurisation durant laquelle 2 000 containers avaient été attribués aux usagers du MIN, la SEMMARIS a réalisé 38 points propreté implantés sur différentes zones collectives (pignons de bâtiments, parkings, etc.). Ces réalisations ont contribué à la diminution du volume des déchets laissés sur la chaussée tout en encourageant le tri. C'est ainsi que de 15 000 tonnes en 2008, ces déchets sont passés à 9 000 tonnes en 2010, soit une baisse de 40 %. De nouveaux points propreté sont à l'étude et devraient voir le jour en 2011.

EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE 2011

Aucun événement nouveau susceptible d'affecter de façon significative les comptes de la société n'est intervenu depuis le 1^{er} janvier 2011.

Résultats financiers

des cinq derniers exercices (en €)

	2006	2007	2008	2009	2010
Situation financière					
a) Capital social	4 946 864	6 187 856	14 696 158	14 696 158	14 696 158
b) Nombre d'actions émises	309 179	386 741	386 741	386 741	386 741
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
Résultat global des opérations effectuées					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	77 214 991	80 634 256	83 391 038	87 428 574	89 470 965
b) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	27 859 442	33 169 709	32 910 961	36 092 181	36 681 911
c) Impôts sur les bénéfices (hors provisions)	2 308 782	4 543 556	4 008 849	4 805 483	4 379 152
d) Participation des salariés au titre de l'exercice	-	650 026	476 645	590 317	501 215
e) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	3 680 668	7 101 863	7 042 292	8 945 770	9 531 910
f) Montant des bénéfices distribués	803 865	2 339 783	2 900 558	3 558 017	4 215 477
Résultat des opérations réduites à une seule action					
a) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	90,11	85,77	85,10	93,32	94,85
b) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	11,90	18,36	18,21	23,13	24,65
c) Dividende passé à chaque action	2,60	6,05	7,50	9,20	10,90
Personnel					
a) Nombre de salariés (effectif moyen mensuel)	219	215	212	212	212
b) Montant de la masse salariale	8 781 263	8 742 939	8 995 187	9 547 484	9 889 161
c) Montant des sommes versées au titre des charges sociales et avantages sociaux	4 634 559	4 798 244	5 043 001	5 382 382	5 537 594

Mandats ou fonctions exercés dans toute autre société par les mandataires sociaux au cours de l'exercice

Nom/Nature du mandat	Société
Gilles BOISSONNET	
Président du Conseil de Surveillance	Alta Drouot Foncière Altaréa Altaréa France
Membre du Conseil de Surveillance	Altaréa France 8'33
Gérant ou cogérant	Les Clausonnes Investissement SNC Alta Les Essarts Altarea France Socobac
Gérant associé	Société civile Jouffroy 2
Représentant permanent de Altaréa France	Alta Berri / Alta Cité / Alta CRP Montmartre / Alta CRP Vivienne / Alta Olioules 1 / Alta Olioules 2 / Alta Saint Augustin / Alta Saint Honoré / Sillon SAS Avenue de Fontainebleau / SAS L'Empire / SAS Nanterre Quartier de l'Université / SAS Sillon 3 Alta Mantes Gabetta / Bercy Village / Centre Commercial de Valdoly / Drouet D'Erlon / Foncière Cezanne Matignon / Foncière Cezanne Mermoz / Grand Tour / Jas de Bouffan / Lille Grand Place / Matignon Commerce / Ori Alta SCI Alta Nouveau Port La Seyne / SCI Bercy Village 2 / SCI Centre d'Affaires du KB / SCI du Petit Menin / SCI Espace Grand Rue / SCI Limoges Invest / SCI Rue de l'Hotel de Ville SNC Alta Aubette / SNC Alta CRP Aubergenville / SNC Alta CRP Gennevilliers / SNC Alta CRP Guipavas / SNC Alta CRP Investissements / SNC Alta CRP La Valette / SNC Alta CRP Mougins / SNC Alta CRP Puget / SNC Alta CRP Rambouillet / SNC Alta CRP Ris Orangis / SNC Alta CRP Ruaudin / SNC Alta CRP Valbonne / SNC Alta Les Essarts / SNC Alta Mulhouse / SNC Alta Pierrelaye / SNC Alta Thionville / SNC Alta Tourcoing / SNC Alta Troyes / SNC Altarea / SNC Altarea Les Tanneurs / SNC Aubergenville 2 / SNC Aubette Tourisme Residence / SNC Avenue Paul Langevin / SNC Bordeaux Sainte Eulalie / SNC Coeur d'Orly Promotion / SNC Crêches Invest / SNC du Centre Commercial de Thiais / SNC du Centre Commercial du KB / SNC Gennevilliers 2 / SNC Le Pré Long / SNC Monnet Liberté / SNC Plaisir 1 / SNC Plaisir 2 / SNC Sillon 2 / SNC Toulouse Gramont SCI des Clausonnes / SCI Kleber Massy / SCI Reims Buirette / SCI Vendôme Massy 2 Société d'Aménagement de la Gare de l'Est / Société du Centre Commercial de Massy / Société pour la Réhabilitation l'Aménagement et la Construction / TECI et Compagnie
Martine BONNY (depuis le 29/11/2010)	
Présidente du Directoire	Grand Port Maritime de Dunkerque
Représentante Permanente du Grand Port Maritime de Dunkerque	SEA Bulk (GIE) NFTI (SAS)
Bruno BORREL	
Administrateur	Banque Populaire Rives de Paris (SA)
Président	Odeon Développement (SAS) Odexport (SAS) Odeon (SAS) Société Basco-Savoyarde d'Investissement BSI (SAS) Société de Commission de Produits Laitiers SCPL (SAS)
Directeur Général	Fromages et Détail (SAS)
Eric DUMAS	
Administrateur	Altarg Srl Altarea Italia Aurelia Trading Srl
Cogérant	SNC Altarea Management

Nom/Nature du mandat	Société
Jean-François FAVRE	
Gérant	SNC Cœur Cheville / SARL JF Favre Conseils
Mireille FLAM	
Présidente du Conseil de Surveillance	Sogaris (SA)
Eric GIRY	
Administrateur	ADEME
Commissaire du Gouvernement	Haut Conseil de la Coopération Agricole (HCCA) Institut National de la Qualité et de l'Origine (INAO)
Marc HERVOUET	
Président Directeur Général	Somavog (SAS)
Président	Rungis Volaille Plus (SA Coopérative à C.A.)
Représentant du Président	MMCC Conseil Financière Courtin Hervouet (SAS) Financière Courtin Hervouet de SAS COTTIN Financière Courtin Hervouet de SAS COURTIN HERVOUET & ASSOCIES
Gérant	Etablissements Jouhaud (SARL) MMCC Conseil
Christian HERVY	
Administrateur	SADEV 94 (SAEM)
Président	SEMHACH pour la gestion de la géothermie à Cheville Larue Syndicat intercommunal des établissements du second cycle du second degré du district de l'Hay-les-roses Syndicat intercommunal d'étude du pôle Orly / Rungis
Vice-Président	Syndicat Intercommunal d'Exploitation et de Valorisation des Déchets
Membre	Syndicat Interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à SOGARIS
Solenne LEPAGE	
Administrateur représentant l'Etat au Conseil d'Administration	Thermes Nationaux d'Aix-les-Bains (SA)
Olivier MAREMBAUD (jusqu'au 14/11/2010)	
Membre du Conseil de surveillance	Kuvera SAS (société mère du groupe KEOLIS)
Administrateur	SNCF Participations (SA) Financière Ermewa (société de droit suisse) Geodis SA Biocydex SAS
Gérant associé	Olivier Marembaud Conseil SARL
Jacques NICOLET	
Administrateur	SA Productions Monte Carlo / SSF III Zhivago Holding Ltd / Altarag Srl / Altarea Italia
Président et Consejero Delegado	Altarea España, SLU
Président du Conseil de Surveillance	Altarea / Altareit
Membre du Conseil de Surveillance	Altarea / Altarea France / Altareit / Cogedim
Président	JN Investissements / SAS JN Holding
Gérant	SCI Damejane / SCI du 14 Rue des Saussaies
Gérant Associé	SNC JN Participations
Représentant Permanent de JN Automotive	OAK Invest
Représentant Permanent de SAS JN Holding	JN Automotive / JN Properties
Représentant Permanent de JN Investissements	OAK Racing
Christian PEPINEAU	
Président Directeur Général	Paris-Select (SA) Select Diffusion (SA)
Administrateur	Sopexa (SA) Grefel (SA)

Mandats ou fonctions exercés

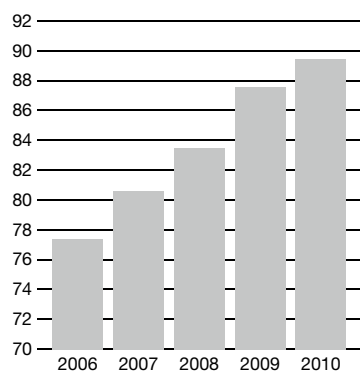
dans toute autre société par les mandataires sociaux au cours de l'exercice

Nom/Nature du mandat	Société
Francois RUBICHON (depuis le 29/11/2010)	
Directeur Général Délégué	Aéroports de Paris SA
Administrateur	ADP Ingénierie
Vice-Président du Conseil d'Administration	Airport Council International (ACI)
	Union des Aéroports Français (UAF)
Marc SPIELREIN	
Représentant le gérant (SEMMARIS)	SCI Bureau Rungis International
Président-Directeur Général	Société Agricole et Immobilière du golf de St Nom La Breteche (SA)
Administrateur	Groupe Revue Fiduciaire (SA)
	Florence Doré (SA)
Alain TARAVELLA	
Président Directeur Général et Administrateur	Aldeta
Président du Conseil d'Administration	Altarea Italia
Administrateur	Altarea España, SLU / Altarag Srl / SSF III Zhivago Holding Ltd / Altarea Inc
Président du Conseil de Surveillance	Altarea France / Cogedim
Membre du Conseil de Surveillance	Cogedim
Président	Alta Pat 1 / Alta Patrimoine / Altafi 2 / Altafi 3 / Altafi 4 / Altafinance 2
Cogérant	Altarea
Représentant Permanent de Altarea	Alta Blue / Alta Rungis / Alta Delcasse / Alta Développement Espagne / Alta Développement Italie / SAS Alta Développement Russie / Altalux Italy Srl / Altalux Spain Srl / Alta Spain Archibald BV / Alta Spain Castellana BV

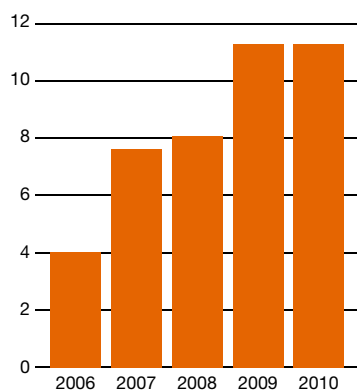
Evolution des chiffres clés

(en millions d'euros)

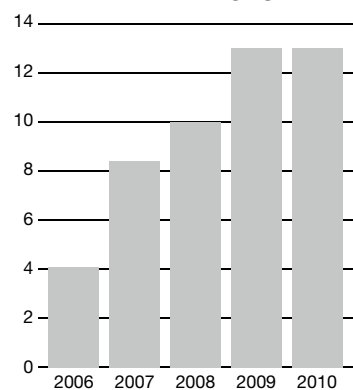
CHIFFRE D'AFFAIRES



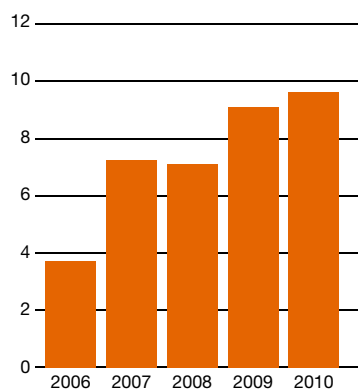
RESULTAT D'EXPLOITATION



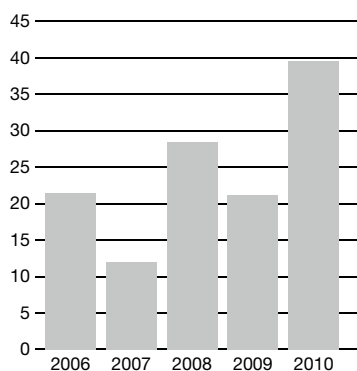
**RESULTAT COURANT
AVANT IMPOTS**



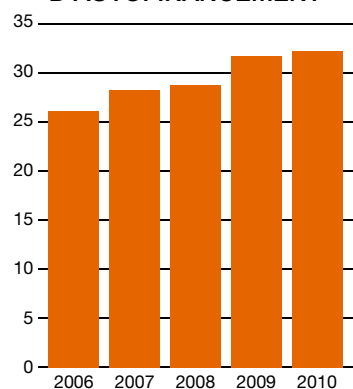
RESULTAT NET COMPTABLE



INVESTISSEMENTS



**CAPACITE
D'AUTOFINANCEMENT**



Bilan au 31 décembre 2010 (en €)

ACTIF	Exercice N			Exercice N - 1
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	800 894	590 769	210 125	233 346
Autres (logiciels)	623 513	590 769	32 744	108 199
Marque commerciale	91 326		91 326	91 326
Immobilisations en cours (logiciels)	86 056		86 056	33 822
Immobilisations corporelles propres à la société	2 399 194	2 197 879	201 315	161 004
Terrains	64 138		64 138	64 138
Constructions	163 068	163 068		
Matériel et outillage	226 643	225 696	947	3 411
Matériel de transport	107 439	103 616	3 823	17 639
Mobilier et matériel de bureau et informatique	1 498 421	1 366 014	132 407	75 816
Agencements et installations	339 484	339 484		
Immobilisations corporelles du domaine concédé	505 067 551	119 736 721	385 330 830	360 420 234
<i>Immobilisations non renouvelables</i>				
Terrain	6 850 091		6 850 091	6 850 091
Constructions	216 892 881		216 892 881	207 315 729
Agencements et installations générales & divers	26 407 619		26 407 619	25 838 536
<i>Immobilisations renouvelables</i>				
Matériel et outillage	121 600 017	60 369 344	61 230 673	62 635 567
Agencements et installations	107 828 083	59 367 376	48 460 707	50 373 983
Immobilisations en cours	25 299 600		25 299 600	7 235 210
Avances et acomptes sur immobilisations	189 259		189 259	171 117
Immobilisations financières	13 041 327		13 041 327	13 310 510
Participations	10 504 796		10 504 796	10 411 079
Créances rattachées à des participations	2 226 143		2 226 143	2 589 043
Autres titres immobilisés	20 085		20 085	20 085
Prêts				
Autres	290 303		290 303	290 303
Total I	521 308 966	122 525 368	398 783 597	374 125 094
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Autres approvisionnements				
Avances et acomptes versés	51 007		51 007	10 294
Créances d'exploitation	31 807 134	1 110 534	30 696 600	21 859 597
Clients et comptes rattachés	19 558 928	1 110 534	18 448 394	13 643 117
Autres débiteurs	7 117 042		7 117 042	4 294 771
Créances diverses	5 131 164		5 131 164	3 921 708
Valeurs mobilières de placement	49 931 004	52 408	49 878 596	43 728 437
Actions				
Autres titres	49 931 004	52 408	49 878 596	43 728 437
Disponibilités	813 293		813 293	261 255
Banques et Chèques Postaux	780 306		780 306	233 998
Caisses	9 559		9 559	6 829
Régies d'avance	23 429		23 429	20 429
Charges constatées d'avance	1 505 060		1 505 060	967 632
Total II	84 107 498	1 162 942	82 944 556	66 827 215
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL GENERAL	605 416 463	123 688 310	481 728 153	440 952 309

PASSIF

	Avant répartition	
	Exercice N	Exercice N - 1
CAPITAUX PROPRES		
Capital	14 696 158	14 696 158
Prime d'apport	15 050 703	15 050 703
Réserve légale	1 469 616	1 469 616
Autres réserves		
Report à nouveau	28 703 565	23 315 812
Résultat de l'exercice	9 531 910	8 945 770
Sous-total situation nette	69 451 952	63 478 059
Autres fonds propres - droits du concédant		
Subventions nettes reçues	66 560 558	63 993 587
Amortissements de caducité	216 110 688	206 129 797
Autres (provisions pour renouvellement utilisées)	23 389 392	23 389 392
Sous-total droits du concédant	306 060 638	293 512 776
Total I	375 512 590	356 990 835
PROVISIONS		
Provisions pour risques	998 461	862 460
Provisions pour charges		
Total II	998 461	862 460
DETTES		
Dettes financières	47 538 445	37 335 738
Emprunts et dettes auprès des établissements de Crédit	31 821 732	21 970 515
Autres dettes financières	15 716 713	15 365 223
Avances et acomptes reçus	533 414	465 956
Dettes d'exploitation	18 091 137	16 977 122
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	10 077 915	8 833 217
Dettes fiscales et sociales	7 419 813	7 573 486
Autres	593 409	570 419
Dettes diverses	17 294 466	8 440 864
Dettes sur immobilisations	14 933 714	6 910 002
Autres	2 360 752	1 530 861
Produits constatés d'avance	21 759 641	19 879 334
Total III	105 217 102	83 099 014

TOTAL GENERAL

481 728 153

440 952 309

Compte de résultat (en liste) exercice 2010 (en €)

	Exercice N		Exercice N-1	
	Montants HT	Totaux partiels	Montants HT	Totaux partiels
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Prestations de service				
- Produits proportionnels	14 977 621		14 627 392	
- Produits ordinaires	49 327 678		49 317 245	
- Produits sur services concédés	1 745 205		1 723 589	
- Charges récupérables	22 596 768		21 992 031	
- Produits divers	211 328		287 059	
- Produits des activités annexes & remises accordées	612 364		-518 740	
Montant du chiffre d'affaires		89 470 965		87 428 574
Reprises sur provisions	337 025	337 025	718 090	718 090
Transfert de charges	268 573	268 573	393 044	393 044
Autres produits & subventions d'exploitation	222 212	222 212	811 410	811 410
TOTAL I		90 298 775		89 351 118
CHARGES D'EXPLOITATION				
Consommation de l'exercice		39 382 496		38 925 495
Achats stockés				
- Autres approvisionnements	821 832		124 864	
Achats non stockés de matières premières	7 844 699		7 759 016	
Services extérieurs				
- Personnel extérieur	1 234 017		1 075 900	
- Autres	29 481 949		29 965 715	
Impôts, taxes et versements assimilés		1 014 530		934 885
Sur rémunérations	272 899		264 064	
Autres	741 631		670 821	
Charges de personnel		15 426 755		14 929 866
Salaires et traitements	9 889 161		9 547 484	
Charges sociales	5 537 594		5 382 382	
Dotations aux amortissements & provisions		22 671 397		22 475 939
Sur immobilisations	12 456 302		12 122 092	
Provisions sur actif circulant	127 202		427 372	
Provisions pour risques et charges	10 087 892		9 926 475	
Autres charges	434 780	434 780	734 202	734 202
TOTAL II		78 929 958		78 000 387
1)RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		11 368 817		11 350 731
Produits financiers		2 676 987		2 615 528
De participation	1 436 679		1 526 110	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	8 075		1 419	
Reprises sur provisions	31 245			
Différence positive de change	160		984	
Cession valeurs mobilières	1 200 828		1 087 015	
TOTAL III		2 676 987		2 615 528
Charges financières		963 936		959 636
Dotations aux amortissements & provisions			38 436	
Intérêts et charges assimilées	963 897		921 130	
Différence négative de change	39		70	
Cession valeurs mobilières				
TOTAL IV		963 936		959 636
2)RESULTAT FINANCIER (III-IV)		1 713 052		1 655 892
3)RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)		13 081 869		13 006 624
Produits exceptionnels		4 051 586		5 732 320
Sur opérations de gestion	1 422 302		1 923 472	
Sur opérations en capital				
- Produits de cession éléments actifs	1 900 000		103 007	
Autres	336 210		642 789	
Reprises sur provisions	62 492		597 075	
Transferts de charges	330 581		2 465 978	
TOTAL V		4 051 586		5 732 320
Charges exceptionnelles		2 721 177		4 397 374
Sur opérations de gestion	141 945		458 166	
Sur opérations en capital				
- Valeur comptable des éléments cédés	2 143 292		1 035 720	
- Autres	406 940		2 352 087	
Dotations aux amortissements & provisions	29 000		551 402	
TOTAL VI		2 721 177		4 397 374
4)RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		1 330 408		1 334 946
Participation des salariés (VII)	501 215	501 215	590 317	590 317
Impôt sur les bénéfices (VIII)	4 379 152	4 379 152	4 805 483	4 805 483
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		97 027 348		97 698 966
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)		87 495 438		88 753 196
BENEFICE		9 531 910		8 945 770

Flux de trésorerie exercice 2010 (en €)

	Exercice N	Exercice N - 1
Flux de trésorerie liés à l'activité (Opérations courantes)		
Résultat de l'exercice	8 346 239	8 234 251
Dotations aux amortissements & provisions sur actifs	12 583 504	12 587 900
Reprises dotations aux amortissements & provisions sur actifs	-368 271	-498 090
Dotations aux provisions du passif	10 087 892	9 926 475
Reprises dotations aux provisions du passif		-220 000
Total I	30 649 365	30 030 537
Flux de trésorerie liés à l'activité (Opérations exceptionnelles)		
Résultat de l'exercice	1 185 672	711 518
Dotations aux amortissements & provisions sur actifs immobilisés	29 000	551 402
Reprises dotations aux amortissements & provisions sur actifs immobilisés	-62 492	-597 075
Dotations aux provisions du passif		
Reprises dotations aux provisions du passif		
Plus ou moins values de cessions	243 292	932 713
Total II	1 395 472	1 598 558
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (I + II)	32 044 837	31 629 094
Créances clients et comptes rattachés	-4 595 453	-1 513 384
Autres créances d'exploitation	-4 609 868	-2 280 332
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 244 697	-3 638 293
Autres dettes d'exploitation	2 646 972	1 078 507
Variation du besoin en fonds de roulement	-5 313 652	-6 353 501
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ	26 731 185	25 275 593
Flux de trésorerie liés à l'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	-39 558 506	-21 000 277
Cessions d'immobilisations	2 262 900	511 985
Autres encaissements et décaissements	8 023 712	-4 473 033
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-29 271 894	-24 961 326
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Variation de capital et autres fonds propres	2 566 971	5 857 382
Dividendes versés	-3 558 017	-2 900 557
Encaissements de nouveaux emprunts	15 000 000	30 463
Remboursements d'emprunts	-5 497 843	-6 060 319
Autres variations financières	452 889	587 866
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	8 964 000	-2 485 165
Trésorerie nette à l'ouverture	44 020 515	46 191 414
Trésorerie nette à la clôture	50 443 806	44 020 515
VARIATION DE TRÉSORERIE	6 423 291	-2 170 898

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2010

1 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

La restructuration du pavillon VG1 de la Volaille s'est poursuivie sur l'exercice pour tenir compte des contraintes vétérinaires et logistiques. La mise en exploitation du pavillon a été réalisée le 5 avril 2011.

La livraison du bâtiment DE1, situé au nord de la zone Delta, est intervenue le 30 décembre 2010. Le coût de construction s'est élevé à 8,6 M€. Le bâtiment compte 7 000 m² d'entrepôts et 1 500 m² de bureaux. Le client est le groupe UNIVEG, leader européen de la distribution de fruits et légumes, spécialisé dans la grande distribution.

La SEMMARIS a confirmé son engagement stratégique en Chine en prenant une participation de 33,40% dans la *joint-venture* franco chinoise *Shangai Rungis Market Management Co., Ltd* (SRMM) créée le 16 avril 2010 avec *Shenzhen Agricultural Products Co., Ltd* (SZAP) qui en détient 46,60%. Le solde du capital, soit 20%, est détenu par les cadres de SZAP. Le capital d'un montant de 12 000 000 de Renminbi Yuan, soit 1,4 M€, a été libéré à hauteur de 20%. Le solde du capital sera libéré lorsque SRMM aura obtenu le permis d'exploiter un marché de gros de produits agricoles et au plus tard en avril 2012.

La *joint-venture* a pour objectif la gestion de marchés de gros en Chine, à l'exclusion de tout investissement immobilier en Chine. Le partenaire choisi par la SEMMARIS (SZAP) est aujourd'hui le premier gestionnaire de marchés de gros en Chine (28 marchés dans 19 villes) et souhaite jouer un rôle majeur dans les développements en cours.

La SEMMARIS a souhaité bénéficier de l'opportunité de taux longs relativement bas pour renforcer ses capitaux permanents en empruntant 15 M€ sur 10 ans au taux fixe de 2,95% et ainsi faire face à ses projets d'investissement à venir.

Enfin, elle a reçu le 27 octobre 2010 un avis de vérification de comptabilité portant sur les exercices 2008 et 2009. La vérification suit son cours et la société n'a reçu aucune notification de redressement à ce jour.

2 PRESENTATION DE LA SOCIETE

En vertu du décret n° 65-325 du 27 avril 1965, la SEMMARIS est concessionnaire de l'Etat pour la construction et l'exploitation du Marché d'Intérêt National de PARIS-RUNGIS créé par le décret n° 62-795 du 13 juillet 1962 et ce jusqu'au 29 avril 2034, terme de la concession fixé par l'arrêté du 27 février 2003.

La SEMMARIS assure sa mission dans le cadre des articles L761-1 et suivants et R761-1 et suivants du Code de Commerce relatifs aux Marchés d'Intérêt National.

3 REGLES ET METHODES COMPTABLES

3.1 Principes

Les comptes de l'exercice sont présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général.

Les hypothèses de base de continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et coûts historiques ont notamment été suivies.

Les informations chiffrées sont fournies, sauf indications contraires, en euros.

3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations de la société sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont réparties en deux rubriques :

- **Immobilisations propres**, constituées d'actifs immobiliers situés en dehors du périmètre de la concession (dite Zone A) et de matériels et mobiliers dissociables de la concession.

- **Immobilisations du domaine concédé** qui devront être remises gratuitement et en bon état d'usage à l'autorité concédante à la fin du contrat de concession. Conformément à la convention du 23 février 1967 avec l'Etat, complétant les dispositions du Décret 65-325 du 27 avril 1965 modifié, les bâtiments, constructions et installations de la concession sont propriété de l'Etat dès leur édification ou leur acquisition par la société.

a) Amortissement de caducité

Les immobilisations du domaine concédé font l'objet d'un amortissement de caducité classé au passif en "autres fonds propres". Cet amortissement a pour objet de ramener la valeur nette comptable des biens de retour à une valeur nulle à l'issue de la concession.

Il est calculé :

- linéairement de la date d'investissement des capitaux jusqu'à celle de la fin de la concession pour la partie financée sur fonds propres ou sur emprunts contractés à partir de l'exercice 2003.
- sur l'échéancier des crédits pour la partie financée par des emprunts antérieurs à 2003.

La base d'amortissement correspond à la valeur brute des immobilisations diminuée des subventions d'investissement et des provisions pour renouvellement utilisées conformément à leur objet et maintenues au passif du bilan.

b) Amortissement technique

Depuis le 1er janvier 2003, la société applique l'approche par composants (règlement CRC 2002-10 du 12 décembre 2002). Les amortissements sont déterminés en dissociant chaque actif par composants ayant leur propre durée d'utilisation et rythme de renouvellement.

Les immobilisations concédées renouvelables et les immobilisations propres à la société sont amorties sur leur durée d'utilisation, à savoir :

- | | |
|------------------------------------|----------------|
| ■ Agencements et installations : | de 10 à 40 ans |
| ■ Mobilier et matériel de bureau : | de 5 à 10 ans |
| ■ Matériel informatique : | 5 ans |
| ■ Véhicules : | 5 ans |

Les structures de bâtiments dont la durée d'utilisation est évaluée à 70 ans, les aménagements généraux et V.R.D. dont la durée d'utilisation est supérieure à la durée de la concession, ne font pas l'objet d'amortissements techniques.

c) Provision pour dépréciation

L'environnement technique, économique et juridique auquel l'actif immobilisé de la société est dévolu n'a pas enregistré de changement important.

L'approche globale de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles, déduction faite des amortissements de caducité déjà pratiqués et inscrits au passif du bilan en Droits du Concédant, ne révèle pas de perte de valeur significative. A ce titre, la concession dans son ensemble est retenue comme unité génératrice de trésorerie.

d) Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement reçues pour assurer le financement des immobilisations sont inscrites au passif du bilan dans les capitaux propres. Elles y sont maintenues et ne font pas l'objet de reprise puisque venant en déduction de la valeur des immobilisations du domaine concédé pour le calcul des amortissements de caducité (cf. note 3.2-a).

3.3 Immobilisations financières

La valeur brute des participations correspond à la valeur d'acquisition. Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont constatées en tenant compte de la valeur d'inventaire des titres détenus et de l'évolution prévisible des résultats de la société considérée.

3.4 Créances et dettes d'exploitation

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, sur la base d'un examen individuel, dépréciées pour tenir compte des risques de non recouvrement.

3.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à l'actif pour leur valeur d'achat. Le cas échéant, une provision est constatée par rapport au dernier prix du marché.

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2010

3.6 Autres fonds propres

En application des dispositions du Plan Comptable Général relatives aux opérations faites dans le cadre des concessions de services publics, la valeur des droits du concédant exigibles en nature au titre des biens en concession inscrits à l'actif est portée au passif du bilan.

Cette rubrique regroupe les subventions d'investissement reçues (cf. note 3.2-d), les amortissements de caducité (cf. note 3.2-a) et les provisions pour renouvellement antérieurement constituées et utilisées conformément à leur objet.

3.7 Provisions pour risques et charges

Une provision est dotée si la société a une obligation à l'égard de tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation se traduise par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la clôture des comptes. Ces provisions sont estimées en fonction des données connues de la société à la date d'arrêt des comptes.

Le poste "provisions" du compte de résultat regroupe les amortissements de caducité (Cf. note 3.2-a) et les provisions pour risques et charges.

3.8 Droits de Première Accession

Les Droits de Première Accession correspondant à une entrée dans un bâtiment nouvellement créé ou restructuré sont étalés sur la durée de la concession. Antérieurement portée en produits exceptionnels, l'annuité rapportée au compte de résultat est inscrite en produits d'exploitation depuis le 1er janvier 2004. Pour l'exercice 2010, son montant s'élève à 784,5K€.

Par ailleurs, jusqu'au 31 décembre 2002, ces recettes étaient fiscalisées au moment de leur facturation générant ainsi un impôt payé d'avance. Compte tenu du caractère de ces produits qui relèvent en fait de loyers perçus d'avance, et après avis favorable des Services de la Législation Fiscale, ces recettes reçoivent depuis 2003 une imposition étalée parallèle au traitement comptable.

Les autres Droits de Première Accession concernant des réaffectations de locaux libérés dans le cadre de résiliations, sont considérés comme des produits de l'exercice de facturation et inscrits en produits exceptionnels sur opération de gestion.

Les rachats de droits constituent une charge exceptionnelle de l'exercice au cours duquel l'engagement du rachat est conclu.

4 CONSOLIDATION

Conformément aux dispositions de l'article 233-19 du code de commerce, en dérogation des principes comptables, la société ne publie pas de comptes consolidés, ses filiales et participations étant d'importance négligeable.

5 COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN

5.1 Immobilisations incorporelles (en €)

Valeur brute des immobilisations incorporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de postes à postes	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles propres à la société					
Autres (logiciels)	608 074	203	29 126	44 362	623 513
Immobilisations en cours	33 822	130 417		-78 183	86 056
Immobilisations incorporelles du domaine concédé					
Marque commerciale ⁽¹⁾	91 326				91 326
TOTAL	733 221	130 620	29 126	-33 822	800 894

(1) En 1997, la Société a acheté la marque "Rungis Actualités". Cette immobilisation incorporelle d'un montant de 91.326 € a été classée en "immobilisation non-renouvelable du domaine concédé". Elle fait l'objet d'un amortissement de caducité sur la durée de la concession.

5.2 Immobilisations corporelles (en €)

Valeur brute des immobilisations corporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de postes à postes	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations corporelles propres à la société	2 349 689	74 159	58 476	33 822	2 399 194
Terrains	64 138				64 138
Constructions	163 068				163 068
Matériel et outillage	226 643				226 643
Matériel de transport	107 439				107 439
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 448 916	74 159	58 476	33 822	1 498 421
Agencements, installations	339 484				339 484
Immobilisations du domaine concédé	468 166 585	39 424 268	2 523 302		505 067 551
Immobilisations non renouvelables					
Terrains	6 850 091				6 850 091
Constructions	207 315 729		76 950	9 654 102	216 892 881
Agencements, installations et divers	7 419 037			569 082	7 988 119
Aménagement des terrains (VRD)	18 419 499				18 419 499
Immobilisations renouvelables					
Matériel industriel	116 413 974		321 205	5 507 249	121 600 017
Agencements, installations	104 341 927			3 486 156	107 828 083
Immobilisations en cours	7 235 210	39 241 867	1 960 888	-19 216 589	25 299 600
Avances et acomptes sur immobilisations	171 117	182 401	164 259		189 259
TOTAL	470 516 274	39 498 427	2 581 778	33 822	507 466 744

Les principales variations des postes immobilisations corporelles proviennent de :

La constatation d'immobilisations en cours pour 39,2M€ dont les principales opérations concernent :	en millions d'euros
La restructuration du pavillon VG1 de la Volaille	14,1
La construction du bâtiment DE1 sur la zone Delta	7,6
La construction de la plateforme logistique du pavillon Volaille	3,5
La restructuration du sous-sol ouest du bâtiment B3	2,1
La rénovation du parking de la route de Chevilly	1,6
La poursuite des travaux de VRD liés à la ligne de tramway Villejuif-Athis-Mons	1,5
La poursuite des travaux de restructuration du Terminal Ferroviaire	1,2
La couverture du parking COB	1,1
La création d'un îlot central au bâtiment C1	0,8
La diminution des immobilisations en cours pour 19,2M€ dont les principales opérations sont :	
La livraison de surfaces commerciales :	
– Bâtiment DE1	8,6
– Sous-sol ouest du bâtiment B3	2,6
– Îlot central bâtiment C1	0,8
La mise en service des travaux de restructuration du Terminal Ferroviaire	1,9
La mise en service de la couverture du parking COB	1,1
La mise en service de travaux de mise en sécurité incendie	0,9
La cession des installations de froid du pavillon de la volaille VG1 à SOMAVOG	1,9

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2010

5.3 Amortissements (en €)

Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	Cumul début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Sorties d'actifs et autres reprises	Cumul fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	499 875	120 020	29 126	590 769
Immobilisations propres à la société	2 188 685	67 670	58 476	2 197 879
Constructions	163 068			163 068
Matériel et outillage	223 232	2 464		225 696
Matériel de transport	89 800	13 816		103 616
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 373 100	51 390	58 476	1 366 014
Agencements, installations	339 484			339 484
Immobilisations corporelles concédées	107 194 950	12 268 613	215 751	119 247 811
Immobilisations renouvelables				
Matériel industriel	53 778 408	6 806 688	215 751	60 369 344
Agencements et installations	53 416 542	5 461 925		58 878 467
TOTAL GENERAL	109 883 509	12 456 302	303 353	122 036 459

5.4 Immobilisations financières (en €)

Valeur brute des immobilisations financières	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Participations	10 411 079	93 717		10 504 796
Créances rattachées à des participations	2 589 043		362 900	2 226 143
Autres titres	20 085			20 085
Autres	290 303			290 303
TOTAL	13 310 510	93 717	362 900	13 041 327

La société a pris une participation de 33,40 % dans la joint-venture Shanghai Rungis Market Management Co.,Ltd créée le 16 avril 2010 avec Shenzhen Agricultural Products Co., Ltd.

Le capital d'un montant de 12 000 000 de Renminbi Yuan a été libéré à hauteur de 20%.

Le tableau des filiales et des participations se présente comme suit:

Société	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue %	Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis	Cautions et avals fournis	Chiffre d'affaires	Bénéfice net ou perte	Dividendes encaissés
I - FILIALES									
B. R. I. ⁽¹⁾	2 896 531	0	100,00	10 395 072	2 226 143	-	2 371 175	1 417 160	1 417 210
SRMM CO.,LTD ⁽²⁾	280 590	0	33,40	93 717	-	-	N D	N D	-
II - FILIALES									
< 1%	-	-	-	36 092	-	-	-	-	-

(1) Société Civile Immobilière créée par des investisseurs institutionnels dans les années 70 pour la réalisation d'un programme de 21.000 m² de bureaux sur des terrains privés dont elle est propriétaire et jouxtant la zone A du MIN. En 1981, la SEMMARIS a acquis 90% des parts de cette SCI et depuis 2001 elle détient 100% du capital.

(2) Shanghai Rungis Market Management Co., Ltd créée le 16 avril 2010.

5.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurant au bilan sont inscrites à leur valeur d'acquisition.

Elles comprennent :

- des SICAV de trésorerie en valeur de marché pour 0,66 M€
- des parts de F.C.P. en valeur de marché pour 1,05 M€
- des certificats de dépôts et bons à moyen terme pour 37,36 M€ dont 0,36 M€ d'intérêts courus
- des obligations pour 10,86 M€ dont 0,15 M€ d'intérêts courus.

La valeur d'inventaire des obligations est arrêtée sur la base des cours moyens de bourse du mois de décembre. Hors coupons courus, elle s'élève à 10 920,2 K€ traduisant d'une part 263,1 K€ de plus-values latentes

et d'autre part 52,4 K€ de moins-values latentes au titre desquelles une reprise de provision de 31,2 K€ est comptabilisée sur l'exercice.

5.6 Tableau de variation des capitaux propres (en €)

	Valeur au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Capital	14 696 158			14 696 158
Prime d'apport	15 050 703			15 050 703
Réserves	1 469 616			1 469 616
Report à nouveau	23 315 812	5 387 752		28 703 565
Résultat de l'exercice	8 945 770	9 531 910	8 945 770(1)	9 531 910
Subventions d'investissement nettes	63 993 587	2 566 971		66 560 558
Amortissements de caducité	206 129 797	9 980 891		216 110 688
Provisions pour renouvellement utilisées	23 389 392			23 389 392
TOTAL GENERAL	356 990 835	27 467 525	8 945 770	375 512 590

(1) Dont dividendes distribués de 3 558 017 €.

Le capital est composé de 386 741 actions d'une valeur nominale de 38 €.

L'augmentation du poste subventions concerne pour l'essentiel :

- La participation des collectivités (Région Ile de France, Département du Val de Marne et SNCF) à la restructuration du Terminal Ferroviaire pour 1,0M€.
- Le remboursement par la RATP des travaux réalisés pour le passage sur le marché de la ligne de tramway Villejuif-Athis-Mons (1,5M€).

5.7 Tableau de variation des provisions (en €)

	Valeur en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Valeur en fin d'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour risques & charges	862 460	136 002			998 461
Autres provisions	862 460	136 002			998 461
Provisions pour dépréciations	1 871 759	127 202	193 403	206 114	1 599 443
Immobilisations corporelles du domaine concédé	551 402			62 492	488 910
Clients	1 320 357	127 202	193 403	143 622	1 110 534
TOTAL GENERAL	2 734 218	263 203	193 403	206 114	2 597 905

Provisions pour risques :

Elles font l'objet d'une dotation complémentaire de 136 K€ qui se répartit comme suit :

- litiges 84 K€
- sinistres à rembourser 18 K€
- médailles du travail 34 K€

Provisions pour dépréciations des immobilisations du domaine concédé :

Les travaux réalisés en 2004 et 2005 sur la toiture du pavillon de la Marée, qui étaient voués à la destruction dans le cadre de la réfection complète de la couverture du bâtiment en 2010, avaient fait l'objet d'une provision sur la base de leur valeur nette comptable fin 2009.

Les travaux de réfection ayant été repoussés en 2011, une reprise de provision de 62 K€ a été comptabilisée pour s'ajuster sur la valeur nette comptable des dits travaux fin 2010.

Au cours de l'exercice 2004, la Société a fait l'objet d'une vérification fiscale de sa comptabilité pour les années 2001 et 2002. Lors de ce contrôle, l'administration fiscale a considéré qu'un complément de taxe professionnelle assis sur la cotisation minimale sur la valeur ajoutée serait dû à hauteur de 280 K€ en refusant la déductibilité des amortissements de caducité.

Sur la base de l'article 1647 B sexies II du C.G.I. qui autorise les bailleurs à déduire de leur valeur ajoutée les amortissements se rapportant aux biens donnés en location, aucun supplément d'imposition ne serait exigible. Notre réclamation contentieuse du 06 janvier 2006 ayant été rejetée par la D.V.N.I., une requête introductive d'instance a été déposée au Tribunal Administratif le 30 mars 2007. La procédure n'a pas évolué depuis cette date et aucun jugement n'est donc rendu au 31 décembre 2010.

Aucune provision pour risque n'est comptabilisée à la clôture de l'exercice: au 31 décembre 2010, le montant cumulé du risque maximal, sur les années contrôlées et les suivantes non prescrites, s'élève à 801 K€ hors intérêts de retard.

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2010

5.8 Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 1 505 060 € HT.

Elles correspondent, par nature, aux éléments suivants :

■ Achats	183 855 € HT
■ Services extérieurs	1 318 189 € HT
■ Intérêts des emprunts	3 016 € HT

Les produits constatés d'avance en fin d'exercice s'élèvent à 21 759 641 € HT. Ils correspondent, par nature, aux éléments indiqués ci-dessous, et concernent des prestations facturées mais non encore fournies à la date d'arrêté des comptes. Figurent également sous cette rubrique les Droits de Première Accession étalés sur la durée de la concession (Cf. note 3.8).

■ Redevance d'occupation et charges (net des remises pour paiement par prélèvement automatique)	3 386 164 €
■ Droits de Première Accession	18 304 058 €
■ Remboursement assurance sinistre résine Marée	69 419 €

5.9 Créances et dettes

a) Créances (en €)

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité	
		Moins d'un an	Plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	2 516 446	362 900	2 153 546
Créances rattachées à des participations	2 226 143	362 900	1 863 243
Autres	290 303		290 303
Créances de l'actif circulant(1)	33 363 201	32 164 563	1 198 638
Comptes clients et comptes rattachés	19 558 928	19 330 504	228 423
Autres	12 299 213	12 299 213	
Charges constatées d'avance(2)	1 505 060	534 846	970 215
TOTAL	35 879 647	32 527 463	3 352 184

(1) Dont : ■ Entreprises liées : 2 424 299 € (Bureaux Rungis International).

■ Subventions à recevoir : 5 131 164 € (RATP = 1 097 201 € - Terminal Fer = 4 033 963 €)

■ Effets à recevoir : 854 807 €

(2) Dont assurances dommages-ouvrages : 1 196 909 €.

Les produits à recevoir en fin d'exercice se présentent comme suit :

■ Clients produits non encore facturés: 2 219 313€ TTC

b) Dettes (en €)

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité		
		Moins d'un an	Plus d'un an	Plus de 5 ans
Emprunts & dettes auprès des Ets de crédit	31 821 732	6 508 097	18 016 355	7 297 280
Emprunt 2002 HSBC	1 500 000	1 000 000	500 000	
Emprunt 2002 C.A.	822 415	611 550	210 865	
Emprunt 2003 C.A.	4 152 327	897 784	3 254 544	
Emprunt 2003 S.G.	6 107 214	1 349 738	4 757 476	
Emprunt 2005 C.A.	2 339 221	519 654	1 819 567	
Emprunt 2005 NATEXIS	2 250 000	500 000	1 750 000	
Emprunt 2010 C.A.	14 350 064	1 328 881	5 723 902	7 297 280
Soldes créditeurs de banques	300 490	300 490		
Autres dettes financières	15 716 713	609 996	92 239	15 014 478
Cautionnements reçus	14 997 237			14 997 237
Agence de l'eau	210 879	101 399	92 239	17 241
Intérêts courus	74 507	74 507		
SOGERIS & Divers	434 090	434 090		
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	10 077 915	10 077 915		
Dettes fiscales & sociales	7 419 813	7 419 813		
Dettes sur immobilisations	14 933 714	14 933 714		
Autres dettes	3 487 575	3 487 575		
Produits constatés d'avance	21 759 641	2 716 553	3 410 702	15 632 385
TOTAL	105 217 102	45 753 662	21 519 296	37 944 144

Les dépôts et cautionnements versés par les clients figurent dans les dettes à plus de 5 ans pour un montant de 14 997 237 €.

Les emprunts à taux fixes s'élèvent à 27,98 M€, avec un taux moyen de 3,36% l'an.

Les emprunts à taux variables s'élèvent à 3,75 M€. Ils sont indexés sur l'Euribor 3 mois avec des marges de + 0,125 à + 0,20%. Sur ces emprunts à taux variables, 0,625 M€ font l'objet d'un contrat d'échange de taux qui assure un taux fixe de 4,40% dans la limite d'une évolution de l'Euribor 3 mois en dessous de 5,50%.

Les charges à payer, 9 598 113€ TTC en fin d'exercice, se présentent comme suit:

■ Fournisseurs:	
Factures non parvenues	6 765 248€
dont fournisseurs d'immobilisations	4 815 144€
■ Personnel:	
Dettes pour congés payés & divers	2 054 358€
dont réserve spéciale de participation	501 215€
■ Organismes sociaux	746 514€
■ Autres	31 993€

6 COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

6.1 Effectifs

La situation de l'effectif en fin d'exercice se présente comme suit:

	Cadres et assimilés		Agents de maîtrise		Employés		Fonctionnaires détachés		Total	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
Situation au 01.01.2010	110	1	67		30	1	3		210	2
Entrées	6	2		1	11	3			17	6
Embauches	5	2		1	10	3			15	6
Mutations/Promotions	1				1				2	
Sorties	7	2	3		8	2			18	4
Démissions	1				5	1			6	1
Mutations/Promotions		1				1				2
Licenciements	1		2		3				6	
Fin de C.D.D.		1								1
Autres départs	1		1						2	
Départ en retraite	4								4	
SITUATION AU 31.12. 2010	109	1	64	1	33	2	3		209	4

6.2 Rémunération des membres des organes d'administration et de direction

Le montant global des rémunérations et jetons de présence versés aux membres des organes d'administration et de direction au cours de l'année 2010 s'élève à 319 670 €.

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2010

6.3 Détails des produits d'exploitation (en K€)

Nature des produits	Exercice 2010	Exercice 2009	Variation 2010/2009 (en %)	Exercice 2008
Produits proportionnels				
Péages				
Produits des péages à la monnaie	4 582,3	4 526,4	1,2	4 654,6
Abonnements	5 594,9	5 511,8	1,5	5 364,0
Supports	179,6	162,4	10,6	140,6
Redevances aux tonnages				
Viande	19,4	26,9	-27,9	28,0
Volaille	1 335,8	1 375,9	-2,9	1 237,7
Redevances carreau banal	325,7	309,2	5,3	335,7
Redevances de transit	228,4	109,5	108,6	246,2
Ventes d'eau	2 677,3	2 576,0	3,9	2 622,9
Locations de salles	34,3	29,2	17,5	42,0
Produits ordinaires				
Redevances d'occupation indexées	14 395,2	14 245,4	1,1	12 258,0
Redevances d'occupation homologuées	34 148,0	34 394,9	-0,7	33 287,1
Droits de Première Accession étalés	784,5	677,0	15,9	660,3
Redevances sur services concédés	1 745,2	1 723,6	1,3	1 617,1
(Kiosques, Parkings, Quais, Frigos)				
Produits sur charges récupérables	22 596,7	21 992,0	2,7	20 908,8
(Chauffage, Climatisation & Charges générales)				
Produits divers	211,3	287,1	-26,4	164,6
(Ventes diverses)				
Autres produits des activités annexes				
Saisies, locations matériel, honoraires, travaux & divers	1 833,2	487,4	276,1	743,1
Honoraires Rungis Ingénierie	89,7	302,4	-70,3	308,0
Remise pour prélèvements automatiques	-1 310,5	-1 308,6	0,1	-1 227,5
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	89 471,0	87 428,5	2,3	83 391,2
Reprises de provisions et amortissements	337,0	718,1	-53,1	520,5
Dont créances clients	337,0	498,1	-32,3	517,2
Transferts de charges	268,5	393,0	-31,7	616,1
Dont remboursements de sinistres	178,8	124,3	43,8	337,2
Subventions d'exploitation	175,2	764,9		
Autres produits de gestion courante	47,0	46,6	0,9	47,2
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	90 298,7	89 351,1	1,1	84 575,0

6.4 Détails des biens et services consommés (en K€)

Nature des charges	Exercice 2010	Exercice 2009	Variation 2010/2009 (en %)	Exercice 2008
Autres approvisionnements				
Travaux pour compte de tiers refacturés	821,8	124,9	558,2	312,3
Achats non stockés de matières premières				
Electricité	3 053,9	3 045,6	0,3	2 827,4
Eau	1 817,1	1 816,9	0,0	1 824,8
Combustibles	2 564,4	2 547,9	0,6	2 319,5
Autres	409,2	348,6	17,4	308,8
Sous-total achats non stockés	7 844,7	7 759,0	1,1	7 280,6
Personnel extérieur				
Intérimaires	302,8	162,5	86,3	180,2
Gardiennage	921,8	906,4	1,7	894,3
Autres	9,4	7,0	33,8	3,1
Sous-total personnel extérieur	1 234,0	1 075,9	14,7	1 077,6
Loyers de crédit-bail	0,0	0,0		0,0
Autres biens et services consommés				
Nettoyement & entretien général du Marché	13 769,0	13 838,0	-0,5	12 729,0
Locations	3 500,3	3 612,0	-3,1	3 228,3
Entretien, réparations, maintenance & travaux	6 854,5	6 981,6	-1,8	6 708,1
Primes d'assurances	1 484,7	1 488,2	-0,2	1 585,3
Honoraires	1 602,8	1 782,8	-10,1	1 998,1
Promotion du Marché	1 134,1	1 474,3	-23,1	1 875,8
Charges sur sinistres	160,5	102,8	56,2	376,3
Autres	976,2	686,0	42,3	1 576,0
Sous-total autres biens et services consommés	29 481,9	29 965,7	-1,6	30 076,9
TOTAL DES BIENS & SERVICES CONSOMMES	39 382,5	38 925,5	1,2	38 747,3

Le montant des honoraires de commissariat aux comptes, comptabilisés en charges de l'exercice 2010, s'est élevé à 76 000 €.

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2010

6.5 Charges et produits financiers (en K€)

Charges	964
Intérêts sur emprunts	922
Autres frais financiers	42
Produits	2 677
Participations (dividende Bureau Rungis International)	1 437
Autres valeurs mobilières	1 209
Reprise de provision pour dépréciation sur autres valeurs mobilières	31

6.6 Charges et produits exceptionnels (en K€)

Charges	2 721
Sur opérations de gestion	142
dont : Rachats de DPA (secteur Horticulture)	31
Litige tribunal administratif	110
Sur opérations en capital	2 550
Valeur des éléments d'actif cédés ou détruits	2 143
dont : <i>Installations froid VG1</i>	1 900
<i>Frais d'études C5b passés en charges</i>	61
<i>Canalisations mises au rebut</i>	77
<i>Matériels Marée</i>	91
Autres	407
dont : <i>Sinistre résine Marée</i>	331
<i>Démolition kiosque K10</i>	70
Dotations aux amortissements et provisions	29
Dont litige	29
Produits	4 051
Sur opérations de gestion	1 422
Dont autres D.P.A.(Cf. note 3.8)	1 328
Dont sanctions aux usagers	83
Sur opérations en capital (cessions d'immobilisations)	1 900
Dont Installations froid VG1	1 900
Autres	336
Dettes fournisseurs prescrites ou devenues sans objet	262
Indemnités clients (non respect de préavis)	74
Reprises de provisions	62
Dont dépréciation d'immobilisations (Toiture bâtiment Marée)	62
Transferts de charges	331
Remboursement assurance sinistre résine Marée	331

6.7 Impôt sur les sociétés

Après déductions et réintégrations des éléments comptables non fiscalisés, le résultat net fiscal de l'exercice s'élève à 12,791M€.

La ventilation des bases et de l'impôt entre la partie imputable au résultat courant et aux éléments exceptionnels se présente comme suit :

en €	Courant	Exceptionnel
Résultat comptable avant impôt	12 580 654	1 330 408
Réintégrations	689 878	261
Déductions	991 495	818 811
RÉSULTAT IMPOSABLE	12 279 037	511 858
Impôt	4 203 910	175 242

L'étalement comptable des Droits de Première Accession fiscalisés lors de leur facturation jusqu'en 2002 (Cf note 3.8 ci-dessus) se traduit par un impôt payé d'avance, non comptabilisé.

Au taux actuel d'imposition, ce crédit qui sera récupéré au fur et à mesure des réintégrations comptables au chiffre d'affaires des exercices à venir, s'élève à 1,73M€.

6.8 Engagements hors bilan

en K€	2010	2009
Engagements reçus		
Cautions bancaires des concessionnaires	5 010	5 010
Cautionnements bancaires des fournisseurs	2 910	2 771
Engagements donnés		
Participation au G.I.E. des MIN	p.m.	p.m.
Commandes en cours aux fournisseurs sur immobilisations	11 317	12 168
Participation aux travaux de mise aux normes de l'UIOM	7 302	7 984
(Part SEMMARIS des annuités d'emprunts souscrits par le SIEVD au titre des travaux de mise en conformité de l'usine d'incinération)		
Caution bancaire au Trésor Public (litige taxe professionnelle)	209	209

6.9 Engagements en matière de retraite

Aucun engagement, notamment en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées, n'a été contracté au profit des dirigeants ou des organes d'administration.

Les engagements en matière d'Indemnités de Fin de Carrière à verser aux salariés partant à la retraite font l'objet d'un contrat spécifique avec un organisme extérieur de gestion collective.

Le solde du fonds collectif s'élève à 735 K€ au 31 décembre 2010. La couverture de la totalité de nos engagements sociaux différés, charges sociales comprises, a généré au titre de l'exercice, une charge de 60 K€ dont le versement a été effectué le 4 mars 2011. Cette charge résulte des hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation et de rendement du fonds de 3,50 %
- augmentation annuelle des salaires de 2,1 %
- âge de départ à la retraite à 65 ans

Au 31 décembre 2009, le taux d'actualisation et de rendement du fonds retenu était de 4,0 %, l'augmentation annuelle des salaires de 2 %, les autres hypothèses restant inchangées.

6.10 Droit individuel à la formation

Au 31 décembre 2010, le capital temps de formation acquis par les salariés de l'entreprise au titre du D.I.F., institué par la Loi 2004-391 du 4 mars 2004, s'élève à 20511 heures. Les demandes de formation sur ce crédit ont représenté 1 133 heures sur l'exercice 2010.

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la SEMMARIS - S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations du domaine concédé, aux amortissements de caducité, aux subventions d'investissement et aux droits de première accession.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris La Défense et Lagny sur Marne, le 13 avril 2011

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Philippe Arnaud
Associé
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

Jean Pierre TOMSIN
38-40, rue du 27 août 1944
77403 Lagny-sur-Marne

Imprimé dans le Val-de-Marne par SIO, sur papier Condat Silk, certifié FSC et PEFC.

Conception et réalisation : eurokapi.

Rédaction : SEMMARIS. Crédit photos : SEMMARIS.



SEMMARIS

1, rue de la Tour – BP 40316 – 94152 Rungis Cedex
www.rungisinternational.com